

Le rôle du financement de la MONUSCO sur l'autonomie journalistique à  
Radio Okapi

Marie Renée FAYE

Thèse de maîtrise

Directeur : Marc-François BERNIER

Département de Communication

Faculté des Arts

Université d'Ottawa

Septembre 2019

© Marie Renée Faye, Ottawa, Canada, 2019

# **Table des matières**

|  |     |
|--|-----|
| Tables des matières.....   | ii  |
| Table des abréviations.....  | iii |
| Remerciements.....   | iv  |
| Sommaire.....  | vi  |
| Introduction.....  | 1   |
| 1. Revue de littérature.....   | 6   |
| 1.1 Médias congolais, entre profusion et manque de moyens.....           | 6   |
| 1.2 La Fondation Hironnelle, « pour la paix et la dignité humaine »..... | 14  |
| 1.3 Radio Okapi, « une radio pour la paix ».....                         | 17  |
| 2. Cadre théorique.....  | 23  |
| 3. Méthodologie.....   | 29  |
| 4. Analyse des résultats.....  | 35  |
| 4.1 Radio Okapi et Fondation Hironnelle, de l'union à la séparation..... | 35  |
| 4.1.1 Radio Okapi, succès d'un média de paix et de chien de garde.....   | 37  |
| 4.1.2 Surveiller et contribuer au maintien de la paix.....               | 40  |
| 4.1.3 Être aussi un média de chien de garde.....                         | 41  |
| 4.1.4 Séparation des deux partenaires.....                               | 43  |
| 4.2 Nouvelle donne avec le départ de la Fondation Hironnelle.....        | 46  |
| 4.2.1 Non-expertise des Nations Unies en matière de journalisme.....     | 46  |
| 4.2.2 Le coupage.....  | 47  |
| 4.3 Radio Okapi, un média entre deux forces.....                         | 50  |
| 4.3.1 Quand le gouvernement s'en mêle.....                               | 50  |
| 4.3.2 La MONUSCO, obstacle à l'autonomie de sa propre radio ?.....       | 55  |
| 4.4 Que devient Radio Okapi ?.....                                       | 60  |
| 5. Discussion des résultats.....   | 66  |
| Conclusion.....  | 70  |
| Bibliographie.....   | 73  |
| Annexe 1 : Questionnaire des journalistes de Radio Okapi.....            | 79  |
| Annexe 2 : Questionnaire des agents de la Fondation Hironnelle.....      | 80  |

## **Table des abréviations**

BBC : British Broadcasting Corporation

DFID : Department for International Development

FAO : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

MONUC : Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo

MONUSCO : Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

RDC : République démocratique du Congo

RFI : Radio France Internationale

RTNC : Radio-Télévision national congolaise

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

UNTAC : Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition en Namibie.

UNTAG : Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge.

## **Remerciements**

J'adresse tout d'abord mes sincères remerciements mon père, Martin Faye, mon modèle et ma source d'inspiration. Papa, tu ne ménages aucun effort pour que nous ne manquions de rien. En retour, je ne peux que faire mon possible pour te rendre fier. Je t'aime.

Je remercie ma mère Elisabeth, mes sœurs Antoinette, Marie Thérèse, Yvonne, et mon frère Joseph qui m'encouragent à toujours aller de l'avant.

Sincères remerciements à mes amis qui ont partagé cette aventure avec moi. Merci pour votre soutien et votre présence.

A ma très chère Laura. Tu es ma plus belle rencontre à Ottawa. Merci d'avoir été là tout le long de cette aventure. Merci pour tes encouragements, ton soutien et ta présence dans ma vie.

Je tiens aussi à remercier les personnes citées dans ce travail pour m'avoir accordé leur temps. Par votre disponibilité, vous avez aussi contribué à la réalisation de ce projet.

Merci à la communauté du Saint-Sacrement et aux merveilleuses personnes que j'ai rencontrées à Kinshasa. Votre accueil chaleureux et votre soutien spirituel restent gravés dans ma mémoire.

Merci à Marc-François Bernier, mon directeur de recherche. Vos conseils et votre présence m'ont permis de mener à bien cette thèse. Merci d'avoir cru en moi dès le début.

Je tiens en outre à remercier l'Association des professeurs de l'Université d'Ottawa, M. Avie J. Bennett, Mme. Nicole Héroux et Maître W. André Gagnon pour leur soutien financier qui m'a permis d'effectuer le déplacement à Kinshasa.

Pour terminer, je remercie Celui qui a fait descendre sur moi son Esprit-Saint afin de me guider et de m'éclairer tout le long du chemin. Merci Seigneur, car Tu ne m'as jamais laissée tomber.

*La louange, la gloire, la sagesse, l'action de grâces, l'honneur, la puissance, et la force, soient à notre  
Dieu, aux siècles des siècles ! Amen ! (Ap 7, 12).*

## **Sommaire**

Notre étude porte sur l'autonomie journalistique de Radio Okapi, une radio communautaire créée et gérée par la MONUSCO avec la collaboration de la Fondation Hironnelle. Nous voulons savoir si les journalistes qui y travaillent sont autonomes et libres dans leurs pratiques. La théorie de l'économie politique des médias, tout comme la question du rôle des journalistes, nous ont été d'une grande utilité. La démarche qualitative est notre principale méthode de recherche. Nous avons procédé à des entrevues semi-dirigées avec des journalistes de Radio Okapi, des agents de la Fondation Hironnelle. A la fin de notre recherche, nous pouvons dire que les journalistes de Radio Okapi ne sont pas entièrement autonomes et ne peuvent pas donc assumer entièrement leur rôle de média de chien de garde. Cette recherche permet d'en savoir plus sur les radios que créent les Nations Unies dans le cadre de ses missions de paix.

Mots-clés : Radio Okapi ; MONUSCO ; autonomie journalistique ; entrevue

## **Introduction**

La République démocratique du Congo (RDC) connaît depuis son indépendance, en 1960, beaucoup de crises dont deux guerres civiles. Suite à ces multiples crises, on enregistre plusieurs cas de violations des droits de l'Homme : exécutions arbitraires, viol, arrestations et détentions, torture, etc. même si la plupart des traditions congolaises reconnaissent les valeurs liées aux droits de l'Homme comme le respect de la vie et de la dignité humaine (Bindu & Balemirwe, 2012). Le rapport Mapping<sup>1</sup> souligne que :

« Rares ont été les civils, congolais et étrangers, vivant sur le territoire du Congo, qui ont pu échapper à ces violences, qu'ils aient été victimes de meurtres, d'atteintes à leur intégrité physique, de viols, de déplacements forcés, de pillages, de destructions de biens ou de violations de leurs droits économiques et sociaux » (Yamba, 2011, p. 89).

Une étude de l'*American Journal of Public Health* révèle que « jusqu'à 1.8 million de femmes congolaises ont été violées au moins une fois dans leur vie » (Maertens De Noordhout, 2013, p. 213). La situation est d'autant plus inquiétante du fait que 86% des viols sont perpétrés par les FARDC<sup>2</sup> et la police (Maertens De Noordhout, 2013). Et ces corps armés sont très rarement traduits en justice suite à leurs méfaits. En 2008, sur 7 703 cas de violence répertoriés par l'ONU au Kivu<sup>3</sup>, seuls 27 soldats ont été reconnus coupables de leurs actes (Maertens De Noordhout, 2013).

Dans ce contexte aussi marqué par la fin de la Seconde guerre du Congo en 1998 (Koko, 2011) et l'accord de cessez-le-feu entre les troupes rebelles et celles du pouvoir (Frère, 2005), la Mission de l'Organisation des Nations Unies en république démocratique du Congo (MONUC), qui deviendra

---

<sup>1</sup> Projet du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Il s'est livré à un inventaire des violations les plus graves des droits humains et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003 en RDC.

<sup>2</sup> Forces armées de la République démocratique du Congo.

<sup>3</sup> Région de l'Est du Congo marquée par les conflits. Elle est connue pour sa richesse en ressources minérales, environnementales et fossiles.

la MONUSCO<sup>4</sup> en 2010, arrive au Congo sur invitation du gouvernement de Laurent-Désiré Kabila (Bindu & Balemirwe, 2012).

Créée par la Résolution 1258 du Conseil de Sécurité de l'ONU le 6 août 1999, la MONUC s'installe pour aider le gouvernement congolais au maintien de l'ordre et à la protection des civils (Samset, 2010 ; Uzima, 2013). Elle aide aussi à la mise en place des institutions démocratiques de la transition en RDC (Maertens De Noordhout, 2013). Notons que ce n'est pas la première fois qu'une force onusienne de maintien de la paix s'installe en RDC. De 1960 à 1963, l'ONU avait déjà envoyé des Casques bleus dans le pays pour rétablir l'ordre dans le pays face aux sécessionnistes du Katanga. Ce fut la première intervention de Casques bleus en Afrique (Frère, 2005; Peter, 2019).

L'entente de 1999 entre les Nations Unies et le gouvernement congolais prévoyait la mise en place d'une radio pour informer la population sur la situation humanitaire (Maertens De Noordhout, 2013). Depuis les guerres de l'ex-Yougoslavie et le génocide rwandais, les Nations Unies voient la radio comme « le médias le plus adapté aux situations de crise » (Barrot, 2011, in Damome, 2018, p. 207). Ainsi, l'ONU avait déjà ouvert des radios dans des pays où elle avait envoyé une mission, comme la Namibie et le Cambodge.

Il s'agit ici d'une radio que l'ONU crée en collaboration avec une ONG, la Fondation Hironnelle (Betz, 2004), une organisation suisse spécialisée dans la création et la gestion de médias en zones de crise (Etter, 2005). Radio Okapi entre en fonction en 2002 et sa gestion confiée à la Fondation Hironnelle qui se retire du projet en 2014 (Betz, 2004 ; Fondation Hironnelle, 2018). Cette radio présente une autre particularité : elle est la première radio généraliste de l'ONU. En effet, bien qu'elle parle des opérations de la MONUSCO, elle consacre une grande partie de ses programmes à

---

<sup>4</sup> Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo.

des sujets sur la bonne gouvernance, le développement, l'éducation, la santé, la culture, la musique, etc. (Betz, 2004 ; Renard 2008).

Radio Okapi recrute des journalistes congolais et leur offre de très bonnes conditions de travail en comparaison aux autres journalistes du pays qui gagnent à peine 200 dollars US par mois. Comme on nous l'affirmera lors d'une entrevue, en RDC, pour vivre de son salaire, il faut travailler pour Radio Okapi ou pour les médias étrangers.

Grâce à la logistique que lui procure la MONUSCO et à l'expertise de la Fondation Hironnelle en médias de paix, Radio Okapi connaît un grand succès et couvre l'ensemble du pays (Betz, 2004; Frère, 2005 ; Renard, 2008 ; Frère, 2009). Ses émissions connaissent aussi un grand succès grâce à leur adaptation aux réalités congolaises. En effet, c'est la première fois que l'ONU adapte le programme d'une de ses radios aux réalités du pays en produisant de très appréciées émissions culturelles et sociales entre autres (Betz, 2004) parmi lesquelles *Dialogue entre Congolais* et *Parole aux auditeurs*. En outre, Radio Okapi, en plus du français, diffuse dans les quatre langues locales les plus parlées au Congo (Betz, 2004 ; Renard 2008). En 2010, Radio Okapi reçoit le prix « Pionnier des médias libres » décerné par l'International Press Institute.

Mais ce succès n'est plus le même aujourd'hui à cause de la concurrence de médias émergents comme Top Congo qui a copié sur le modèle de Radio Okapi, même s'il ne dispose pas d'un budget similaire. Elle souffre aussi de l'image négative qu'a actuellement la MONUSCO actuellement dans le pays. En effet, les Congolais reprochent d'avoir failli à sa mission de maintien de la paix (Koko, 2011). En outre, l'ancien président Joseph Kabila a souvent demandé à la MONUSCO de quitter le pays, estimant que 10 ans est une période assez longue pour une mission de maintien de la paix (Samset, 2010; Samba, 2014). Ce fait, en plus de la réduction des effectifs et du budget de la

MONUSCO (Bakolokongo, 2017; Said, 2017), affecte Radio Okapi dont le fonctionnement dépend de la MONUSCO.

L'autonomie de Radio Okapi dans la couverture des actions de la MONUSCO soulève de son côté plusieurs interrogations vu qu'elle appartient à la MONUSCO (Betz, 2004 ; Frère, 2005 ; Renard, 2008). Les journalistes pourraient faire face à un conflit d'intérêts à cause des avantages dont ils bénéficient grâce à leur statut d'agents des Nations Unies. Comme l'écrit Grantz (2018, p. 29), il est pertinent de se demander « comment en effet relater des faits avec le maximum de recul, d'honnêteté, d'impartialité si son intérêt personnel ou celui de ses proches, matériel ou moral, et peu ou prou concerné par le sujet ? ». D'où la question de savoir si la MONUSCO n'aurait pas un contrôle direct ou indirect sur la ligne éditoriale de la radio, surtout quand la publication d'une nouvelle peut être à son désavantage.

Nous voulons voir si Radio Okapi est réellement autonome vu qu'elle doit sa création et son financement à la MONUSCO (Etter, 2005 ; Frère, 2005, 2015 ; Renard, 2008). En lien avec la théorie de l'économie politique des médias (Herman, 1988), nous pouvons avancer qu'il y a un contrôle des publications et de la diffusion de contenus par la MONUSCO, ou une autocensure à laquelle les journalistes procèdent afin de continuer à bénéficier des avantages. Mais, en tant qu'employés d'un média de paix (Etter, 2005), les journalistes de Radio Okapi peuvent privilégier leur rôle de journaliste de paix (Howard, 2003 ; Nkot & Moumouni, 2004 ; Lefranc, 2008 ; Laliberté, 2012) ou de « chien de garde » (Bernier, 2006 ; Perret, 2007 ; Cornu, 2013 ; Frère, 2015) au service du peuple congolais, quitte à publier des nouvelles défavorables à la MONUSCO, et à l'ONU par extension. L'objectif de notre travail est alors de voir quel rôle privilégient les journalistes de Radio Okapi et quel est leur degré de liberté pour l'assumer.

Pour atteindre notre objectif, nous avons opté pour une méthode qualitative avec des entrevues, en plus des observations qui se sont principalement déroulées à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo. Nous avons aussi procédé à des analyses de contenu en visionnant des reportages et documentaires sur Radio Okapi, et par la lecture de quelques éditions du magazine *Échos de la MONUSCO*.

Cette thèse de maîtrise se divise en cinq chapitres. Nous commencerons par une revue de littérature qui nous présentera le paysage médiatique congolais et Radio Okapi, le principal objet de notre étude. Suivra notre cadre théorique et notre méthodologie. Nous présenterons par la suite nos résultats en trois parties. La première partie parlera du partenariat entre la Fondation Hironnelle et la MONUSCO et du succès de Radio Okapi. La deuxième expliquera les changements auxquels ont mené la séparation entre ces deux partenaires. Pour terminer, nous parlerons des barrières à l'autonomie de Radio Okapi, le principal objet de notre recherche. La conclusion suivra.

# **1. Revue de littérature**

Notre revue de littérature décrit le paysage médiatique congolais et présente Radio Okapi qui est le sujet principal de notre recherche.

## **1.1 Médias congolais, entre profusion et manque de moyens**

La presse congolaise fut essentiellement étatique durant toute la période du monopartisme, de 1963 à 1990. La société congolaise de l'époque étant marxiste-léniniste et le contrôle des médias permettant la propagande politique, il était nécessaire que les médias véhiculent cette idéologie. Les médias n'étaient donc qu'une caisse de résonance du discours officiel des gouvernants (Minkala-Ntadi, 2012). La *Voix du Zaïre*, qui appartenait au Mouvement populaire de la révolution (MPR en sigle), le parti unique du Président-fondateur Mobutu, était la principale source d'information des Congolais (Renard, 2008). « L'animation politique »<sup>5</sup> par exemple occupait 10 à 12 heures de sa programmation quotidienne, soit le tiers du temps d'antenne total (White, 2006). La *Voix du Congo* deviendra par la suite la Radio-Télévision nationale congolaise (RTNC) mais le public s'en détourne à cause de ses positions qui reflètent celles du gouvernement (Frère, 2005).

La libéralisation des médias est décrétée au Zaïre, et dans beaucoup d'autres pays africains, en 1990 après de longues années de monopole étatique. On assiste alors à l'émergence des médias privés au Congo et dans plusieurs pays africains (Frère, 2005 ; 2011 ; 2015 ; Minkala-Ntadi, 2012). Cette période correspond à ce que le journaliste Thierry Perret (in Minkala-Ntadi, 2012, p. 115) appelle le « Printemps de la presse » en Afrique francophone, accompagné d'une vague de libéralisation des

---

<sup>5</sup> Messages et promesses politiques, souvent sous forme de chants, diffusés dans les médias afin de maintenir la popularité du Président-fondateur. Voir White (2006).

opinions et par conséquent à la fin des partis uniques. Dans ce contexte, l'appui aux médias par les ONG est considéré comme « une composition importante de la construction et la consolidation démocratiques » (Frère, 2015, p. 121), les médias étant vus comme des acteurs pouvant apaiser les tensions et promouvoir la paix, mais aussi comme des ennemis potentiels à neutraliser compte-tenu du rôle de certains médias dans l'éclatement et l'intensification de certains conflits (Betz, 2004 ; Etter, 2005 ; Renard, 2008 ; Thérroux-Bénoni & Bahi, 2008 ; Frère, 2015, Damome, 2018).

L'utilisation de la radio par les Nazis pour inciter à la violence lors de la Seconde guerre mondiale a marqué les esprits (Betz, 2004). Et que dire de la Radio des Mille Collines au Rwanda qui appelait à « couper les grandes oreilles » (Betz, 2004). En Côte d'Ivoire aussi, les médias locaux ont été accusé d'avoir « mis de l'huile sur le feu, au pire, d'avoir fomenté le conflit » par les acteurs et observateurs nationaux et internationaux (Thérroux-Bénoni & Bahi, 2008).

Cela explique les nombreux programmes d'appui aux médias (encadrement, formation, aide financière, etc.) dont bénéficient le Congo (Frère, 2015). La formation est importante compte-tenu des lacunes dans le secteur de l'enseignement congolais, y compris la formation des professionnels des médias (Fierens, 2018). L'appui financier constitue quant à lui une aubaine pour les journalistes congolais. En 2013, une étude mettait de l'avant la précarité du secteur médiatique congolais. Elle faisait notamment état « d'un marché publicitaire peu régulé et désorganisé, d'un manque d'investissements de la part des opérateurs économiques, d'une mauvaise gestion interne et d'une politique inéquitable des autorités publiques vis-à-vis des médias privés » (Fierens, 2018, p. 9). Les journalistes disposent rarement d'un contrat de travail et perçoivent un revenu ne leur permettant pas de s'en sortir. Les entreprises médiatiques ne sont pas pérennes et ne peuvent donc garantir la stabilité à leurs journalistes.

Ces journalistes sont alors obligés de « réclamer, les uns évoquant des frais de transport, les autres sans vergogne un dû » (Ganz, 2018, p. 102). Cette pratique, appelée *Perdiem* en général, *Gombo* au Cameroun, *Felaka* à Madagascar, *coupage* en RDC, consiste ainsi à octroyer au journaliste un cachet en échange d'une entrevue, de la couverture d'un événement, d'un article favorable, etc. (Frère, 2005 ; Renard, 2008 ; Fierens, 2018). Il s'agit pour Lodamo Berhanu et Skjerdal Terje (2011, in Frère, 2015) d'un « journalisme rémunéré par les sources ». Cette pratique va à l'encontre de plusieurs codes déontologiques. L'article 5 du Code de déontologie et d'éthique de la presse béninoise entre autres, comme beaucoup d'autres Codes de presse, stipule que « le journaliste doit refuser de toucher de l'argent ou tout avantage en nature des main des bénéficiaires ou des personnes concernées par ses services, quelle qu'en soit la valeur et pour quelque cause que ce soit » (Ganz, 2018, p. 101). La Déclaration de Munich stipule aussi que le journaliste ne doit recevoir aucune forme d'avantages pour la publication ou la suppression d'une information (Cornu, 1997; 2009; Grevisse, 2016). Pierre Ganz (2018, p. 103), journaliste et vice-président de l'Observatoire de la déontologie de l'information (ODI), tient à préciser que cette pratique n'est pas l'apanage des journalistes des pays du Sud car on retrouve le même phénomène, « moins vital pour les bénéficiaires et moins voyant, mais tout aussi pervers », dans la presse occidentale. Ils peuvent aussi bénéficier de l'aide d'acteurs politiques, mais par conséquent ils doivent soigner l'image de leurs bienfaiteurs (Minkala-Ntadi, 2014).

D'autres qui travaillent dans les zones où se sont installés des organismes humanitaires<sup>6</sup> comme Goma dans le Nord-Kivu, se sont rassemblés en « clubs de journalistes amis de ... »<sup>7</sup> où ils jouissent de « formations, de voyages de presse et d'un accès privilégié à l'information détenue par les organisations partenaires » (Fierens, 2018, p. 15). En outre, la plupart des contenus humanitaires diffusés dans les médias de cette région sont conçus par les acteurs humanitaires eux-mêmes ; les

---

<sup>6</sup> Ces organismes humanitaires sont souvent à l'initiative des contacts qu'ils ont avec les acteurs médiatiques (Fierens, 2018).

<sup>7</sup> Ces clubs existent pour entre autres, la Croix-Rouge, le Haut-Commissariat des Réfugiés (en sigle HCR), et le Fonds des Nations unies pour la population (en sigle UNFPA). Voir Fierens (2018)

médias peuvent aussi produire des contenus pour le compte des ONG en échange d'une rétribution financière ou matérielle (Fierens, 2018).

Ces pratiques, déontologiquement peu acceptables, empêchent les journalistes qui jouissent de ces avantages d'être neutres dans leur travail, et donc de parler des situations qui affecteraient négativement leurs sources de financement (Frère, 2005 ; Renard, 2008 ; Fierens, 2018).

Mais les médias locaux regrettent le fait que cette aide se fasse de manière indirecte par le biais des ONG installées dans le pays qui s'emparent des ressources qui leur auraient permis de se développer. « Les Blancs ne donnent qu'aux Blancs », affirmeront des journalistes interrogés à ce sujet (Kasmi, 2012, in Frère, 2015, p. 130). Mais les bailleurs de fond privilégient ce soutien indirect car cela réduit le détournement de fonds et garantit que les activités sont menées dans les temps par des personnes compétentes (Frère, 2015).

La prolifération des médias représente un paradoxe au Congo car elle s'est faite dans un contexte d'appauvrissement (Renard, 2008 ; Bindu & Balemirwe, 2012). En vingt ans, la RDC est passée d'un système de presse « à la soviétique » à une profusion quasi-anarchique dans le secteur des médias (Renard, 2008, p. 137), même si la plupart de ces derniers sont ouverts par des hommes politiques et défendent donc les intérêts de leur propriétaire (Frère, 2011). En 2005, Frère comptait 126 stations de radio et 52 chaînes de télévision dans le pays. La télévision, comme média et comme appareil, n'est pas très prisée car elle nécessite plus d'investissement et un approvisionnement en électricité qui fait souvent défaut dans le pays (Betz, 2004). Quant à la presse écrite, Damome (2018) explique son manque de popularité par « la culture de l'oralité et de l'arbre à palabre » présente en Afrique subsaharienne, qui pousserait à écouter davantage la radio ou la télévision qu'à lire pour s'informer. En 2011, Frère mettra à jour ses données : 400 stations de radio et 150 chaînes de

télévision. Les radios communautaires se développent aussi (Renard, 2008). Des 400 stations de radio, Myers (2010) compte 150 radios communautaires alors qu'il n'y en avait qu'une dizaine au début du siècle. Renard (2008) voit en cet essor un signe de la désagrégation de l'État et non une volonté d'ouverture de sa part.

Les médias ont permis l'instauration de nouveaux espaces de débat sociaux et électoraux, en plus de contribuer à l'éducation électorale des Africains « dont l'expérience du vote s'est longtemps limitée à des simulacres d'élections aux résultats connus d'avance » (Frère, 2011, p. 152). Alors que les bailleurs de fonds internationaux et les ONG accordent une attention particulière aux médias en période électorale, entre autres pour les campagnes sur l'éducation électorale, on note encore des failles chez les médias congolais (Frère, 2011 ; 2015 ; Samba, 2014). Lors des scrutins de 2011 par exemple, le rapport préliminaire de la mission d'observation de l'Union européenne (MOE-UE, 2011) soulignait que la RTNC était inéquitable dans le temps accordé aux différents candidats. 86% du temps consacré aux candidats au journal télévisé était accordé à Joseph Kabila, contre 7% pour Léon Kengo, actuel président du Sénat. Ce même rapport mentionne que seules Radio Okapi, qui fait l'objet de notre étude, et Top Congo ont réalisé une couverture équilibrée de tous les candidats. Notons que les semaines précédant la campagne électorale de 2011 ont été marquées par la fermeture de plusieurs médias d'opposition et des attaques contre des journalistes (Frère, 2015). D'habitude, la couverture des campagnes est plus équilibrée dans la presse écrite et à la radio, surtout si le président sortant ne se représente pas (Frère, 2011). Il existait aussi quelques journaux peu influents.

Il existe une proximité entre les médias et les partis politiques (Frère, 2005 ; 2011 ; Théroux-Bénoni & Bahi, 2008). L'adage « un parti, un journal » ou « un ministre, un journal » en témoigne. Marie-Soleil Frère, qui a beaucoup travaillé sur les médias en Afrique francophone, aide à en savoir plus sur ce sujet. Au début de la libéralisation au Congo, les journaux se répartissaient en deux

groupes : une presse dite de « la mouvance », proche de Mobutu, et une presse dite de « l'opposition radicale » (Frère, 2005, p. 50). Certains de ces médias perdent du terrain avec l'arrivée au pouvoir de Laurent-Désiré Kabila qui se montre méfiant et dur envers la presse, procédant à des arrestations, des intimidations et des suspensions entre autres (Betz, 2004 ; Frère, 2005). L'African Media Institute<sup>8</sup> (in Frère, 2005, p. 117) estimait en 2004 que depuis 1999, les journalistes sont devenus la cible principale des attaques dirigées par les services de sécurité contre les libertés publiques. Selon Frère (Frère, 2005), plus de 160 journalistes sont emprisonnés entre mai 1997 et janvier 2001. La liberté et le pluralisme de la presse étant considérés comme les critères les plus sûrs pour évaluer la démocratie d'un pays (Spitéri, 2001), cette attitude de Laurent-Désiré Kabila, qui rappelle un peu l'époque de Mobutu, en plus de la guerre qui éclate en 1998, vont miner la démocratie congolaise (Frère, 2005). Son fils Joseph Kabila se montre actuellement plus clément. C'est lui qui autorisera l'implantation de Radio Okapi (Frère, 2005). Mais la vie des journalistes continue à être menacée. En 2007, Serge Maheshe qui dirigeait la rédaction de Bukavu de Radio Okapi, est abattu en pleine rue. La même année Anne-Marie Kalanga de la RTNC est blessée par balles à son domicile. Il y a eu bien d'autres assassinats, en plus d'arrestations, d'intimidations, de menaces, etc. mais les journalistes peuvent quand même compter sur les ONG des droits humains (Renard, 2008).

« Durant les élections de 2006 en RDC ; 7 des 33 candidats aux élections présidentielles possédaient leur propre chaîne de radio et / ou de télévision à Kinshasa, et des dizaines de candidats aux élections législatives ont créé leur propre station dans leur localité d'origine, dans le but de sécuriser leur bastion électoral » (Frère, 2011, p. 152). Ces médias ne sont pas alors de simples outils d'information. Ce sont, tout comme les médias nationaux, des instruments de propagande, des « supports de transmission de visées idéologiques » (Minkala-Ntadi, 2013, p. 12) Cette politisation des médias a montré son potentiel destructeur en contexte électoral ou de crise (Théroux-Bénoni &

---

<sup>8</sup> Créée en 2003 par de jeunes Congolais entre autres. Structure de défense de la liberté de la presse.

Bahi, 2008 ; Frère, 2011). Les médias congolais ont déjà montré qu'ils pouvaient se changer en instrument de haine et de division (Frère, 2005). Rappelons-nous des médias katangais qui avaient appelé à chasser les kasaiens de la province lors du massacre des étudiants sur le campus de l'université de Lumumbashi<sup>9</sup> en mai 1990 (Frère, 2005)<sup>10</sup>.

La prolifération des chaînes de radio s'explique selon Myers (2010) par le fait que la radio est le média de masse le plus répandu en Afrique, en Amérique latine et en Asie à cause de son bas prix. Son accessibilité a fait d'elle un outil de mobilisation sociale, politique et économique dans bon nombre de pays en développement (Betz, 2004). La radio aide souvent les populations lors des situations de crise ou dans le cadre de programme d'aide au développement (Betz, 2004 ; Myers, 2010). L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO en sigle) a beaucoup utilisé la radio dans son programme de développement rural dans les années 1960. C'est par le biais de ce média qu'elle enseignait aux agriculteurs de nouvelles techniques de culture entre autres (Betz, 2004). Et que dire de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO en sigle) qui a aussi utilisé les médias dans ses campagnes sur l'éducation et la santé (Betz, 2004) ? En 2008, c'est grâce à la radio que les populations de la Birmanie s'informaient sur les futurs cyclones après le passage du Nargis (Myers, 2010).

Selon Renard (2008) et Frère (2009), la radio est le média le plus populaire dans les grandes villes comme dans les régions reculées, faute d'électricité et vu le coût des équipements audiovisuels. Elle couvre la plus grande proportion du territoire congolais. La télévision n'a pas autant d'impact à cause des coûts de production et la presse écrite doit faire face à la vétusté des routes qui rend la

---

<sup>9</sup> Chef-lieu de la province du Katanga. Deuxième ville après Kinshasa quant au nombre d'habitants.

<sup>10</sup> La Voix du Zaïre a aussi joué un rôle non négligeable pour dissimuler l'ampleur des tueries et véhiculer des analyses tronquées comme le fait qu' « une bagarre étudiante » était à l'origine des décès (Frère, 2005).

distribution difficile. Quant aux réseaux sociaux, ils n'ont pas un grand impact sur la circulation de l'information vu le faible taux d'accès à Internet dans le pays, 9% en 2017<sup>11</sup>.

Au Congo, la radio permet aux populations de s'informer et de connaître l'évolution de la situation du pays, surtout en période de crise. Notons par exemple que les périodes post-électorales du pays sont marquées par des fermetures générales du réseau Internet<sup>12</sup>. La radio permet alors aux populations de s'informer de la situation du pays. Elle y présente l'atout supplémentaire d'avoir des émissions en plusieurs langues, permettant ainsi à ceux qui ne comprennent pas le français de s'informer<sup>13</sup> (Renard, 2008).

Betz (2004) parle de la prolifération médiatique qui est largement concentrée à Kinshasa. Elle explique que la capitale compte une dizaine de quotidiens dont le tirage moyen se situe entre 1000 et 1500 exemplaires. La presse écrite est rarement distribuée dans les autres villes où il n'existe pratiquement pas de journaux à parution régulière à l'exception du Lubumbashi au Katanga<sup>14</sup> et Goma au Nord-Kivu<sup>15</sup>. Mais ces journaux sont imprimés en Ouganda et en Zambie car hormis Kinshasa, il n'existe pas d'imprimerie en RDC. Et étant donné le temps d'impression, les informations véhiculées sont souvent obsolètes lors de leur parution. En outre, le faible taux d'alphabétisation du pays ne favorise pas l'essor de la presse écrite.

Le Groupe de recherches et d'échanges technologiques recense 220 radios sur toute l'étendue de la RDC dont plus de la moitié sont des radios communautaires (Renard, 2008). Notons aussi la présence de médias internationaux comme Radio France Internationale (RFI) et la BBC, mais dont

---

<sup>11</sup> En ligne : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/IT.NET.USER.ZS>

<sup>12</sup> En ligne : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1145497/onu-veut-retablissement-internet-republique-democratique-congo>

<sup>13</sup> Environ 70% de la population est rurale (Betz, 2004) et ne comprend pas le français (Frère, 2015).

<sup>14</sup> Grande province minière de la RDC, riche en cuivre.

<sup>15</sup> Province au nord-est du Congo. À la frontière avec l'Ouganda.

les journalistes de sont pas à l'abri des pressions, expulsions et emprisonnements (Frère, 2005). RFI est particulièrement bien suivie dans les villes où elle est installée et fait l'objet de méfiance de la part du pouvoir politique congolais (Frère, 2009).

Dans certains pays où l'ONU a eu à mener des opérations de maintien de la paix, des radios ont été créées. C'est le cas de ONUCI FM en Côte d'Ivoire, Miraya FM au Sud Soudan, et de Radio Okapi au Congo créée avec l'appui de la Fondation Hironnelle (Frère, 2011).

## **1.2 Fondation Hironnelle, « pour la paix et la dignité humaine »**

En 2006, Marc-François Bernier, ancien journaliste et professeur au département de communication de l'Université d'Ottawa, se posait la question de savoir quel devrait être l'idéal journalistique. À cette question, les agents de la Fondation Hironnelle pourraient répondre que le journalisme devrait contribuer à la gestion et la résolution des conflits, ce qui renvoie au « journalisme de paix » et aux « médias de paix », en opposition aux « médias de la haine » considérés comme des facteurs importants de violence depuis le génocide rwandais (Lefranc, 2008).

La Fondation Hironnelle se spécialise dans la création de radios en zones de conflit et dans la formation des journalistes locaux (Renard, 2008). Avec comme slogan « Media for Peace and Human Dignity », sa création par les journalistes suisses Philippe Dahinden<sup>16</sup>, Jean-Marie Etter et François Gross, s'inscrit dans le contexte du génocide rwandais et des déboires de la Radio des Mille Collines. La Fondation se présente comme un média de paix car comme l'affirme Jean-Marie Etter, l'actuel président et ancien journaliste suisse, « créer un média indépendant dans une zone de conflit, ou une zone de guerre, c'est en soi un instrument de paix » (Etter, 2005). Howard (2003, p. 13) rajoute qu'en

---

<sup>16</sup> Philippe Dahinden (1945 – 2012), premier directeur de Radio Okapi de son ouverture à 2003.

« informant, le journalisme peut mieux éclairer le public sur le conflit qui se cache derrière la violence, et peut ainsi aider à le résoudre ».

Avec les guerres qui ont secoué le monde au XXe siècle, mais aussi au début du XIXe siècle, l'idée que « le journalisme puisse contribuer à prévenir les menaces de guerre séduit de nombreuses organisations de coopération internationale et de journalisme » (Laliberté, 2012, p. 7). En ce sens, Etter affirme que la plupart des gouvernants et les donateurs les soutenaient car ils ont constaté que « la démarche qui consiste à créer des médias indépendants plutôt que d'envoyer des milliers de soldats est nettement moins chère... et beaucoup plus respectueuse des gens » (Etter, 2005, p. 3). La Fondation Hironnelle engage des journalistes locaux mais les chefs de projet de ses radios sont souvent des expatriés. Pour Etter (2005), rassembler des journalistes de camps adverses dans une même radio pousse ces derniers à faire attention au choix des mots qu'ils utilisent, et encourage le dialogue. Par conséquent, une attitude non partisane et rigoureuse se crée. Les journalistes bénéficient de formation et sont sensibilisés à l'impact des médias sur les conflits (Lefranc, 2008), ce qui est à saluer car peu de journalistes bénéficient d'une formation théorique par exemple sur les conflits (Howard, 2003).

La Fondation Hironnelle a mené plusieurs projets depuis sa création. Pendant la guerre du Kosovo, se crée Radio Blue Sky, réunissant des journalistes serbes et albanais dans les mêmes locaux sans qu'il n'y ait de conflit entre eux. Ils essaient de créer des rédactions avec un personnel d'origines diversifiées :

« parce que le fait d'apprendre à vivre ensemble dans une rédaction est une école de journalisme et une école de vie civique. Et parce que quand votre voisin de table est quelqu'un qui a une sensibilité autre que la vôtre, vous faites davantage attention au choix des mots qu'il va entendre... Ça entraîne des discussions internes à la rédaction. Et c'est dans cet exercice que se forge l'attitude non partisane et rigoureuse » (Etter, 2005, p. 4).

Des radios ont aussi été ouvertes au Libéria, au Timor, en Tanzanie et en République démocratique du Congo. Au Libéria, la Star Radio a été ouverte en 1997, peu de temps avant l'élection de Charles Taylor (Etter, 2005). Elle émettait dans les 14 langues nationales du pays. Mais Taylor réussit à fermer la radio en 2000. Celle-ci rouvra en 2005<sup>17</sup>.

Au Congo, la Fondation Hironnelle gère la Radio Agatasha<sup>18</sup> à Bukavu à l'est du pays. Mais cette radio, mise sur pied par la section suisse de Reporters sans frontières dont étaient membres les créateurs de la fondation, avait pour public cible le Rwanda. Son projet d'ouverture sur le territoire après le génocide ayant été refusé par l'Agence rwandaise d'information<sup>19</sup>, elle s'est installée à la frontière rwando-congolaise (Laliberté, 2012).

Les journalistes des différentes radios créées veillent à donner les bonnes informations et à être impartiaux. En s'installant directement dans les zones de conflit, ils arrivent à prendre les informations à la source et emploient des journalistes locaux (Etter, 2005). Actuellement, la Fondation Hironnelle œuvre aussi en Centrafrique, en Guinée Conakry et au Mali (Fondation Hironnelle, 2018).

La Fondation Hironnelle n'est pas le seul organisme à mener ce genre de projets (Etter, 2005). Au Sri Lanka par exemple, Young Asia Television tente depuis 1995 de rapprocher les communautés en conflit.

---

<sup>17</sup> La Fondation Hironnelle reprendra alors le projet jusqu'en 2008 où elle se retire, faute de financement. Plus d'infos en ligne : <https://www.hironnelle.org/fr/liberia>

<sup>18</sup> Qui veut dire « hironnelle » en Kinyarwanda. Les émissions seront suspendues lors de la guerre civile congolaise et ne reprendront plus. Plus d'infos en ligne : <https://www.hironnelle.org/fr/rwanda>

<sup>19</sup> D'autres projets ont aussi été rejetés, comme la Radio des droits de l'homme du Collectif des ligues et associations de défense des droits de l'Homme (Cladho).

La Fondation en tant que telle n'est pas financée par des entités externes. Ce sont les projets qui le sont, sur une base annuelle ou à long terme, par des gouvernements (Suisse, Grande-Bretagne, Etats-Unis, etc.) ou par des organismes internationaux comme l'ONU dans le cas de Radio Okapi (Fondation Hironnelle, 2018).

### **1.3 Radio Okapi, « une radio pour la paix »**

La création de Radio Okapi fait suite à l'installation de la MONUSCO au Congo. Pour la créer, les Nations Unies font appel à la Fondation Hironnelle, une fondation suisse qui se spécialise dans la création de radios en zones de conflit (Renard, 2008 ; Radio Okapi, 2014). Cette collaboration des deux organismes, l'un orienté vers la politique et les conflits, l'autre vers le développement social, annonce une bonne politique de maintien de la paix (Betz, 2004). La Fondation Hironnelle assure la gestion de l'équipe et sa formation, ainsi que le contenu des programmes et la ligne éditoriale (Myers, 2010) de 2002 à 2014, année à laquelle elle se retire du projet (Fondation Hironnelle, 2018) pour des raisons qui demeurent inconnues jusqu'à ce jour<sup>20</sup>.

Selon Betz (2004), le rôle de Radio Okapi est différent de celui des autres radios des missions de l'ONU. La mission de l'UNPROFOR<sup>21</sup> dans l'ancienne Yougoslavie était d'expliquer le mandat de l'ONU dans ce pays. En Namibie et au Cambodge, l'UNTAG<sup>22</sup> et l'UNTAC<sup>23</sup> avaient pour objectif l'éducation électorale des populations. La mission de ces radios faisait uniquement partie des opérations de maintien de la paix de l'ONU. Radio Okapi est la première radio où l'ONU coopère avec une autre ONG. Betz (2004) y voit un effort de renouveau des missions onusiennes.

---

<sup>20</sup> Radio Okapi ne fait pas mention sur son site Internet du départ de la Fondation Hironnelle. Quant à cette dernière, elle mentionne son départ mais n'en donne pas les raisons.

<sup>21</sup> Force de protection des Nations Unies.

<sup>22</sup> Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition en Namibie.

<sup>23</sup> Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge.

La Fondation Hirondelle s'occupait de la ligne éditoriale de la radio, qui peut se définir comme « le libre choix pour une rédaction de choisir les sujets qu'elle traite, et de les traiter sous un angle déterminé » (Ganz, 2018, p. 24). Elle a su convaincre les Nations Unies « d'accepter une ligne éditoriale basée sur les attentes de la population congolaise plutôt que sur la communication autour des activités onusiennes en RDC » (Renard, 2008, p. 146), mais l'explication du mandat de la MONUSCO et ses limites fait aussi partie du mandat de la radio (Betz, 2004). Cette ligne éditoriale sans parti pris est une explication du succès de la radio selon Renard (2008) qui a par ailleurs été rédacteur en chef de la radio de janvier 2004 à juillet 2007. Etter (2005) admet cependant qu'il y existe des tensions entre les agents des Nations Unies et la Fondation Hirondelle. Pour une question de crédibilité, Radio Okapi doit parler de ce qui se passe en lien avec l'ONU (Etter, 2005). Mais pour Frère (2009), elle ne fait pas toujours preuve d'indépendance quand il s'agit de couvrir des informations relatives à la MONUSCO<sup>24</sup>.

Radio Okapi consacre une grande partie de ses programmes aux « sujets politico-militaires, à la bonne gouvernance et au développement, selon l'actualité du moment » (Renard, 2008, p. 148). En plus de ces thèmes, on retrouve des programmes sur l'éducation, la santé, la culture, la musique, etc. (Betz, 2004), ce qui nous rappelle l'usage qu'avaient fait de la radio l'UNESCO et la FAO dans le passé (Betz, 2004). Radio Okapi collabore avec d'autres radios locales en offrant des formations et en contribuant à la production de contenus (Betz, 2004). Elle diffuse en direct la conférence de presse hebdomadaire de la MONUSCO où sont présentes les autres agences onusiennes en RDC. Dans la section « valeurs » de la présentation de la radio, nous pouvons lire : « Radio Okapi produit et diffuse une information régionale, nationale et internationale indépendante, rigoureuse, factuelle et crédible, et fournit les éléments nécessaires au citoyen pour prendre des décisions fondées sur les faits. » (Radio Okapi, 2014).

---

<sup>24</sup> Frère (2009) n'argumente pas cette affirmation, mais les résultats de nos recherches étayeront ses propos.

La radio commence à émettre le 25 février 2002 et assume rapidement le rôle de média national le plus écouté « avec plus de la moitié des parts de marchés et 50% de l'audience totale des radios, devant toutes les radios congolaises mais aussi loin devant les grandes radios internationales comme RFI et la BBC » (Renard, 2008, p. 146), en étendant progressivement son réseau de production et de diffusion sur l'ensemble du territoire (Frère, 2005 ; 2009) avec 25 millions d'auditeurs (Myers, 2010). Elle est considérée par la plupart des Congolais comme la chaîne la plus objective dans le traitement de l'information nationale (Musampa, 2010) à cause de sa rigueur et du professionnalisme de son personnel (Frère, 2009). Avant son ouverture, *La Voix du Congo* avait le plus haut taux d'audimat du pays (Betz, 2004).

Radio Okapi porte le nom d'un mammifère de la même famille que la girafe, en voie de disparition, considéré comme un symbole de paix, et dont le nom est le même dans toutes les langues parlées en RDC (Betz, 2004). L'une des raisons de son succès est le fait que les nouvelles soient dès le début émises dans les cinq langues les plus parlées au Congo<sup>25</sup> (Betz, 2004 ; Renard, 2008) pour atteindre un plus grand public étant donné que seule une minorité comprend le français à cause du faible taux d'alphabétisation du pays (Frère, 2015).

Grâce à l'appui logistique de la MONUSCO (déplacements aériens, liaison satellite, réseau informatique, etc.), Radio Okapi se déploie dans toutes les provinces (Betz, 2004 ; Renard, 2008), ce que même la RTNC ne fait pas (Frère, 2015). Elle est ainsi la seule radio à avoir une couverture nationale grâce au budget sans égal dont elle bénéficie (Samset, 2010 ; Frère, 2011 ; Koko, 2011 ; Minkala-Ntadi, 2013).

---

<sup>25</sup> Le lingala, le swahili, le tshiluba, le kikongo et le français.

En 2010, Radio Okapi atteint un coût de fonctionnement de 13 millions de dollars, soit 26 fois le budget de la radio communautaire la plus performante dans le Sud-Kivu, Radio Maendeleo (Frère, 2011). Il y a donc un écart important entre Radio Okapi, qui bénéficie de conditions techniques et financières incomparables, et les autres médias congolais qui n'ont pas un aussi bon budget et qui peinent à trouver des sources de financement (Minkala-Ntadi, 2013 ; Frère, 2015). Ce budget ne représente pas grand-chose vu le coût global de la MONUSCO qui dépasse 1,3 milliard de dollars par an (Frère, 2011). Mais il est assez important pour que Frère (2011) se questionne sur l'avenir de la radio après le départ de la MONUSCO, départ qui suscite plusieurs questions quant à ses conditions (Samset, 2010). Notons aussi que la MONUSCO est de loin la plus coûteuse opération de maintien de la paix de l'ONU<sup>26</sup>, avec un coût de 1 141 848 100 dollars américains en 2017 - 2018<sup>27</sup>. Pour Samset (2010), ce budget reflète la grandeur de la RDC avec ses régions difficiles d'accès et ses 70 millions d'habitants dont les conditions de vie sont affectées par la violence. Mais ce budget a subi une baisse de 8% en 2017 (Bakolokongo, 2017 ; Saïd, 2017).

Basée à Kinshasa en plus de 8 studios régionaux (Radio Okapi, 2014), dont un à Goma, chef-lieu du Nord-Kivu et théâtre de crises permanentes (Fierens, 2018), et 27 stations de radio locales partenaires (Myers, 2010), Radio Okapi bénéficie aussi du soutien des services de sécurité de l'ONU (Renard, 2008). En outre, les salariés jouissent du statut d'immunité accordé au personnel de l'ONU même si cette immunité comporte ses limites comme le prouve l'assassinat d'un des leurs en 2007 (Renard, 2008). Compte tenu de tous ces avantages, l'indépendance éditoriale de Radio Okapi concernant la couverture des activités de la MONUSCO suscite des interrogations dès le début (Frère, 2005 ; 2015) même si leurs informations sont en général jugées fiables et indépendantes par les auditeurs (Betz, 2004). Reynaert (2011) considère qu'en raison de ses liens étroits avec la MONUSCO, il est envisageable que la radio réserve une bonne partie de ses informations à la

---

<sup>26</sup> Vient ensuite la mission des Nations Unies en collaboration avec l'Union Africaine au Darfour.

<sup>27</sup> En ligne : <https://monusco.unmissions.org/faits-et-chiffres>

couverture des actions de la MONUSCO. Malgré cela, on lui accorde le mérite d'échapper à la pression des politiciens locaux (Frère, 2015).

En septembre 2019, Radio Okapi compte 120 employés<sup>28</sup> dont 90% de Congolais, ce qui fait qu'elle est considérée par la population comme un média congolais à part entière. La direction de la radio et des programmes ainsi que la rédaction en chef sont assurées jusqu'en 2008 par des responsables expatriés de la Fondation Hironnelle, sous la supervision du Directeur de l'information publique de la MONUSCO. Un transfert des responsabilités sera par la suite effectué vers les cadres nationaux (Fondation Hironnelle, 2018).

« Les recrutements sont faits sur la base de tests anonymes, ce qui permet aux femmes de saisir leur chance. 50% du personnel est ainsi féminin. Tous les employés ont un contrat de travail, des fiches de paye, des avantages sociaux. Les membres du personnel de la radio bénéficient des salaires et avantages en vigueur aux Nations Unies » (Renard, 2008, p. 147).

On reproche à Radio Okapi d'avoir débauché les meilleurs journalistes des médias locaux en leur versant un salaire 10 fois plus élevé que ce qu'ils gagnaient (Frère, 2009). En 2005, les journalistes gagnaient entre 700 et 1 000 dollars US par mois (Frère, 2005). Il s'agit là d'un bel atout dans le cadre économique informel existant en RDC<sup>29</sup> qui ne permet pas « aux journalistes d'avoir un statut légal et contractuel satisfaisant » (Renard, 2008, p. 151). La situation professionnelle des employés de Radio Okapi est alors spécifique et les met à l'abri des tentatives de corruption ou de « coupage ». La politique de ressources humaines se présente ainsi comme une autre clé de la réussite de Radio Okapi (Renard, 2008).

---

<sup>28</sup> Ces chiffres nous ont été transmis par les cadres de la radio.

<sup>29</sup> Les journalistes souffrent de l'absence d'une autorité de régulation et d'un cadre légal, en plus des salaires peu élevés (Renard, 2008).

Radio Okapi doit une grande partie de son succès au budget que lui attribue la MONUSCO, budget qui lui permet de couvrir tout le territoire, de retenir son personnel grâce à un bon salaire et des avantages sociaux (Betz, 2004 ; Frère, 2005 ; Renard, 2008 ; Frère, 2015). Par conséquent, il est permis de suggérer que Radio Okapi subirait une ingérence de la MONUSCO compte-tenu de son apport financier non négligeable. Afin de vérifier cela, et de voir quelle est la position de ses journalistes sur cette situation, nous avons besoin de développer un cadre théorique.

## **2. Cadre théorique**

« L'indépendance des journalistes est soumise à plusieurs paramètres dans le système médiatique » (Spitéri, 2001, p. 305). Comme Theroux-Benoni et Bahi (2008) l'affirment, les médias bénéficient d'une aide financière provenant d'acteurs politiques et économiques. Par conséquent, ils doivent publier des nouvelles favorables à leur source de financement. Pour minimiser le danger financier, les entreprises de médias déforment certaines nouvelles, en privilégiant unes au détriment d'autres, ou ne les publient pas (Herman, 1988 ; Grevisse, 1998 ; Bernier, 2006). Les exigences du marché ont ainsi une emprise sur le travail journalistique (Bourdieu, 1994).

La contrainte économique, expliquée dans la théorie de l'économie politique des médias (Herman, 1988 ; Raboy, 1991 ; Grawitz, 1993 ; Bourdieu, 1994 ; Derville, 1999 ; Champagne, 1995 ; Bertrand, 1997 ; Martin, 2004 ; Miège, 2004), nous permet de savoir qui peut dire quoi à qui. Le retrait de l'État dans les services publics (Raboy, 1991) a augmenté la dépendance des médias vis-à-vis de leur(s) source(s) de financement. « Les journalistes sont soumis à certaines pressions qui ont trait aux structures de propriété et de contrôle de leur entreprise » (Derville, 1999, p. 155). Par conséquent, la nécessité des capitaux pour la création et la gestion d'un organe de presse rendent la liberté de celle-ci « formelle » (Grawitz, 1993, p. 511). Cela pose un problème de déontologie car cette dernière ne peut se développer « que si les médias sont libres » (Bertrand, 1997, p. 11). La pression du monde politique et économique constitue une barrière à l'indépendance des journalistes qui doivent alors travailler en fonction du degré de liberté et des attentes des sources de financement et de l'employeur (Hermann, 1998 ; Grevisse, 1998 ; Bertrand, 1997 ; Bernier, 2006).

Ce sont les relations entre les journalistes et les acteurs politiques et économiques qui permettent ou non l'entrée d'un sujet dans le débat public, les médias étant différents selon leur source

de financement, le support qu'ils utilisent, leur ancrage politique, etc. (Derville, 1999). Cela peut alors mener à un journalisme d'entreprise, un type de journalisme qui « vise à donner une image positive de sa firme » (Saint-Georges, 1993, p. 10).

L'homogénéité des médias est une question abordée par la théorie de l'économie politique des médias. Malgré la diversité apparente des médias et leur nombre toujours en hausse, on constate une homogénéité dans leurs contenus à cause de la concentration de la propriété, ce qui menace le pluralisme de l'information (Raboy, 1991; Bernier, 2004) et l'autonomie des journalistes qui, selon Bourdieu (1994), dépend tout d'abord du degré de concentration de la presse. Cette concentration alimente par exemple les débats au Canada depuis le milieu des années 1960 avec l'achat de *La Presse* par Paul Desmarais, déjà propriétaire de trois quotidiens québécois à l'époque (Raboy, 1991). Nous pouvons aussi mentionner le cas de la famille Bolloré en France qui possède beaucoup de groupes de presse en plus de ses activités dans le domaine du transport, de la logistique, des actifs financiers et de l'énergie, sans compter ses plantations de palmiers à huile et d'hévéa en Afrique et en Asie (L'Obs, 2008). Une controverse a éclaté suite à la publication d'un article sur les mauvais traitements des agriculteurs des plantations de Bolloré, mais aucun média appartenant à la famille en a parlé (Fiancette, Jabkhiro, & Gerth-Niculescu, 2016). Serait-ce de même pour Radio Okapi et les autres radios onusiennes quand les Nations Unies et leurs agents sont cités dans des scandales ? Ces médias publient-ils des articles négatifs sur l'ONU ?

La théorie de l'économie politique des médias, qui met l'accent sur la production médiatique plutôt que sur la consommation (Miège, 2004), sera d'une grande utilité pour notre recherche. Elle stipule que « la production journalistique est fortement commandée par les conditions sociales, en particulier politiques et économiques, dans laquelle elle s'organise » (Champagne, 1995, p. 218). Les journalistes doivent ainsi composer avec des contraintes politiques et économiques dans l'exercice

de leurs fonctions, le plus souvent pour ne pas mettre leur emploi en danger (Champagne, 1995). Ce type de journalisme que Grevisse (1998, p. 17) a appelé de « révérence » peut créer des frustrations chez ceux qui aimeraient respecter les normes du journalisme (Bernier, 2006). En effet, les contraintes politico-économiques menacent une des valeurs-clés du journalisme, à savoir l'autonomie professionnelle car les journalistes doivent protéger leurs intérêts personnels au détriment de l'intérêt public, et ne peuvent pas toujours résister aux pressions financières (Bernier, 2004, 2006). Par ricochet, ces contraintes menacent des rôles que des journalistes souhaiteraient assumer.

Un de ces rôles est celui de « journaliste de paix » (Howard, 2003 ; Nkot & Moumouni, 2004 ; Laliberté, 2012), un type de journalisme « né des cendres du génocide rwandais » (Laliberté, 2012, p. 23) et qui « ordonnerait sa pratique journalistique autour de la préservation ou de la consolidation de la paix » (McGoldrick & Lynch, in Nkot & Moumouni, 2004) en présentant entre autres l'ensemble du contexte social, politique et économique, lié à un conflit (Howard, 2003; 2005; Damome, 2018; Ganz, 2018). Les médias sont ainsi considérés comme des acteurs pouvant consolider la paix et la démocratie (Frère, 2015).

Pour Howard (2003), le journalisme de paix est un « journalisme sensible aux conflits » (Howard, 2003, p. 5) qui contextualise ces derniers en donnant les causes du conflit et en suivant sa progression. Les journalistes ne doivent pas non plus se contenter de ce qui a été dit. Ils doivent procéder à des vérifications, fournir des précisions, etc., tout en évitant de donner leur opinion (Howard, 2005). Les faits sont ainsi sacrés et il ne doit y avoir de jugement de valeur. Cette sacralisation des faits est pour Nkot et Moumouni (2004) une réception journalistique du positivisme et fait ainsi du journalisme de paix une pratique scientifique nécessitant l'objectivité et la neutralité entre autres. Pour eux, le journaliste de paix ne doit alors se préoccuper que des faits qu'il peut observer, décrire et dont il peut rendre compte.

En plus de l'objectivité dans la couverture des conflits, on retrouve souvent dans les médias de paix des émissions d'informations et des débats radiophoniques au « contenu pacificateur élaboré par des équipes ethniquement mixtes » (Lefranc, 2008, p. 50), ce qui constitue une méthode de pacification par le bas (Lefranc, 2008) et nous fait penser au souci de Jean-Marie Etter (2005) d'avoir un personnel aux origines et groupes différents dans les radios de la Fondation Hirondelle. Ils proposent aussi des « feuilletons télévisés mettant en scène la coexistence entre enfants ou familles de groupe adverse » (Lefranc, 2008, p. 50), dans le cas des médias de paix qui disposent de programmes télévisés à l'instar de Young Asia Television.

Les formations professionnelles font partie intégrante de ce type de journalisme. Animées par des journalistes chevronnées et des travailleurs humanitaires, elles permettent de « favoriser l'émergence d'un journalisme responsable et pacifique » (Laliberté, 2012, p. 23).

En utilisant le concept de « journalisme de paix », nous pourrions voir si les journalistes de Radio Okapi, qui est en théorie un média de paix vu l'importante contribution de la Fondation Hirondelle sur la mise en place de la radio et de sa ligne éditoriale (Etter, 2005), respectent en pratique les principes de ce type de journalisme.

« Le journaliste se veut depuis longtemps un gardien des droits, et un pourfendeur des turpitudes » (Tétu, 2008, p. 72). Le concept de journalisme de « chien de garde » ou de « contre-pouvoir » neutre et factuel (Frère, 2015 ; Bernier, 2006 ; Perret, 2007) nous sera aussi utile. Comme le dit une expression courante aux États-Unis, « les médias sont les chiens de garde de la démocratie » (Cornu, 2013, p. 3). Tirant son nom de la formule rendue qui affirme que les journalistes sont les « chiens de garde de la démocratie » (in Bernier, p. 2006, p. 15), ce type de journalisme suppose une surveillance de la société et présente ainsi les journalistes comme le quatrième pouvoir (Bernier,

2006) et « les porte-voix des sans-voix » (Perret, 2007, p. 83). La liberté d'expression, comprise comme la libre communication du savoir, de la pensée et de l'opinion dans les limites déterminées par la loi (Ramond, 2011), est alors primordiale. Les journalistes de Radio Okapi assument-ils pleinement leur rôle de « chien de garde » en parlant des critiques dont la MONUSCO fait parfois l'objet ?

« Le journaliste se veut idéalement le serviteur intransigeant de la vérité à tout prix alors qu'il appartient à un journal ayant un prix, et se trouve intégré dans une entreprise économique ayant ses exigences propres qui ne sont pas toutes celles de l'esprit » (Champagne, 1995, p. 219). Les journalistes soucieux de leurs droits et devoirs d'informer n'ignorent pas la nécessité d'« endiguer les dérives » et de « freiner les dérapages qui résultent des impératifs économiques des entreprises de presse » (Bernier, 1998, p. 48), tous les codes de déontologie du journalisme insistant sur l'importance de l'impartialité et de l'objectivité dans la profession (Howard, 2005). En utilisant la théorie de l'économie politique des médias et les concepts de journalistes « de paix » et « de chien de garde », nous pouvons nous demander si les journalistes de Radio Okapi relataient de façon neutre tout ce qui se passe avec les Nations Unies et leurs agents, étant eux-mêmes devenus des agents de l'ONU. C'est là qu'interviennent les notions d'autonomie et d'autocensure, comprises respectivement comme la liberté de publier ou non sans contrainte, et « la crainte des personnes influentes et des pouvoirs publics, qui incite les journalistes à supprimer des parties dérangeantes de leurs textes et de leurs reportages, avant leur publication, afin d'éviter tout risque de sanction et de réprimandes » (Bernier, 2008, p. 104).

Que disent les journalistes de Radio Okapi ? Que ne disent-ils pas ? Ne sont-ils pas tentés de taire des informations susceptibles de nuire ou de ternir l'image de la MONUSCO ? D'où notre question de recherche générale :

« La MONUSCO influence-t-elle directement ou indirectement l'autonomie des journalistes de Radio Okapi ? Le cas échéant, comment cela se manifeste-t-il ? »

### **3. Méthodologie**

La méthode scientifique est « l'ensemble des moyens que le chercheur utilise pour répondre, le plus rigoureusement, le plus objectivement et le plus rationnellement possible, à sa question centrale de sa recherche » (Bonneville, Grosjean & Lagacé, 2007, p. 50). Elle permet d'aider à « comprendre au sens le plus large, non les résultats de la recherche scientifique, mais le processus de la recherche lui-même » (Kaplan, 1964, in Grawitz, 1993, p. 14).

Le choix de la méthode étant lié à l'objectif (Grawitz, 1993), nous avons opté pour la méthode qualitative. Notre choix s'explique par le fait qu'une recherche qualitative nous permettait d'allier les entrevues - notre principale méthode de recherche - aux observations et aux analyses de documents (Bonneville, Grosjean, & Lagacé, 2007).

Nous sommes allés à Kinshasa pour procéder à des entrevues semi-dirigées et faire une observation. Les entrevues sont préférables car elles permettent d'avoir des réponses plus spontanées (Grawitz, 1993). L'observation nous a permis quant à elle de recueillir des informations sur nos répondants « en captant leurs comportements et leurs propos au moment où ils se manifestent » et par conséquent, à ne pas seulement dépendre de leurs réponses lors des entrevues (Guibert & Jumel, 1997, p. 92). En allant sur le terrain, nous avons ainsi pu rencontrer nos répondants dans leur milieu habituel et faire nos propres observations.

Dans une entrevue semi-dirigée, « le chercheur adopte une attitude de compréhension, mais ses relances sont guidées par une grille (ou canevas) d'entrevue préalablement construite » (Bonneville, Grosjean, & Lagacé, 2007, p. 175). Cette méthode a eu comme avantage de nous permettre d'aborder d'autres thèmes et aspects du sujet qui n'étaient pas prévus au départ, et donc d'avoir plus

d'informations (Grawitz, 1993 ; Guibert & Jumel, 1997 ; Bonneville, Grosjean, & Lagacé, 2007). Les entretiens ont duré environ 60 minutes chaque.

Vu que la radio n'avait pas encore de directeur quand nous avons commencé nos démarches, nous avons contacté son rédacteur en chef pour lui parler de notre projet et lui demander de bien vouloir nous permettre de faire les entretiens. Nous avons fait de même avec le responsable de la Fondation Hironnelle. Tous deux nous ont répondu par l'affirmative.

Nous avons séjourné à Kinshasa pendant 3 semaines à l'automne 2018. Grâce à cela, nous avons pu visiter les locaux de la MONUSCO et de la Fondation Hironnelle, en plus de passer le reste de nos journées dans ceux de Radio Okapi et de participer à des réunions de rédaction. Nous avons eu au total 18 répondants : d'anciens et d'actuels journalistes de Radio Okapi, qui étaient la priorité dans notre échantillon, des responsables de la Division de la Communication stratégique et de l'Information publique de la MONUSCO, et des agents de la Fondation Hironnelle. Cela nous a permis d'avoir une vue d'ensemble des débuts de Radio Okapi jusqu'à nos jours, et donc des changements constatés suite au départ de la Fondation Hironnelle, car certains de nos répondants y travaillent ou y ont travaillé lors de son ouverture.

Avant de commencer l'entretien, nous avons présenté brièvement le contexte de notre recherche ainsi que ses retombées. Nous avons aussi expliqué les règles éthiques en termes d'anonymat et de confidentialité et fait signer le formulaire de consentement (Bonneville, Grosjean, & Lagacé, 2007). Même si c'était déjà mentionné dans le formulaire de consentement, nous leur avons rappelé que l'entretien serait enregistré afin de faciliter notre analyse de données.

La grille d’entrevue est « un préparatif à la conduite de l’entretien. Elle permet au chercheur d’éviter des erreurs en prévoyant à l’avance les grandes orientations qu’il veut donner à l’entrevue » (Demers, 2003, p. 191, in Bonneville, Grosjean & Lagacé, 2007, p. 175). La grille d’entretien des journalistes de Radio Okapi et celle des agents de la Fondation Hironnelle ont été conçues de façon similaire afin de pouvoir croiser les données recueillies à propos d’enjeux communs, discutés par les deux catégories de répondants. Elles sont disponibles en annexe.

Notre grille était divisée en 3 parties :

1- Données socio-économiques

Pour débiter les entrevues et briser la glace, nous avons demandé à tous les répondants de se présenter. Nous voulions connaître leur origine, leur niveau d’études, leur âge, leur nombre d’années d’expérience, leur secteur de travail, etc. Ces questions nous ont permis d’en savoir plus sur nos répondants et de recueillir des données socio-économiques.

2- Milieu de travail

Nous avons questionné les journalistes sur leurs conditions de travail. Cela nous a permis de nous renseigner sur leurs relations avec les agents de la MONUSCO qui s’occupent de la radio. Nous en avons aussi profité pour demander des renseignements sur ce qui a conduit au départ de la Fondation Hironnelle et ce qui a changé après cet évènement.

3- Autonomie journalistique et expérience personnelle

Dans cette partie, nous avons demandé aux journalistes s’ils se sentaient limités dans leur travail par la MONUSCO ou s’il existait une censure imposée par la MONUSCO ou une autocensure. Nous avons ainsi pu recueillir quelques exemples de censures et/ou autocensures qui ont eu lieu.

La grille d'entrevue des responsables de la Division de la Communication stratégique et de l'Information publique de la MONUSCO, et celle des agents de la Fondation Hironnelle, a été adaptée à celle des journalistes.

Après la collecte des données, nous avons élaboré une grille thématique qui nous a permis de mieux analyser nos résultats (Guibert & Jumel, 1997). L'analyse des entrevues s'est faite suivant les thèmes abordés lors des entrevues, thèmes qui reflètent le plan de la présentation de nos résultats.

Dans un souci de confidentialité et de limite des risques, les résultats des entrevues seront anonymes. Nous avons aussi décidé de ne pas donner de pseudonymes aux répondants dans la présentation de nos résultats pour éviter qu'on puisse faire des recoupements grâce aux différentes anecdotes et ainsi les faire identifier par le lecteur. En effet, les participants ont donné leur point de vue sur leur travail, la MONUSCO, des collègues, des supérieurs hiérarchiques, etc. qui pourraient réagir négativement. Leurs réactions suite à la publication de certains propos dans cette thèse de maîtrise pourraient avoir des conséquences négatives sur les participants : conflits entre collègues, commission de discipline, etc. Nous avons alors opté pour l'anonymat dans nos résultats afin d'éviter tout désagrément à nos répondants dont la disponibilité nous est appréciée.

Nous avons aussi procédé à une recherche documentaire pour compléter les informations réunies lors de notre recherche-terrain. Entre autres, nous avons consulté quelques magazines, dont *Échos de la MONUSCO*, le journal produit par la Division de la Communication stratégique et de l'Information publique de la MONUSCO, des articles de presse, et regardé quelques documentaires sur la radio dont *Radio Okapi, radio de la vie* de Pierre Guyot (2006).

Notre méthodologie a eu ses avantages, mais aussi ses limites. En effet, nous avons pu poser des questions ouvertes afin d'en savoir plus sur les répondants, et adapter les questions à venir en fonction des réponses de chaque participant (Bonneville, Grosjean, & Lagacé, 2007). Le déplacement à Kinshasa a été bénéfique car nous n'aurions pu collecter autant d'informations à distance. Le fait d'avoir passé du temps avec le personnel de Radio Okapi, d'avoir assisté à leurs rencontres aussi, nous a permis de ne pas seulement nous limiter aux entrevues pour avoir une idée de leurs conditions de travail. Nos résultats ne se basent pas seulement alors sur leurs réponses, même s'ils concordent. Nous avons peur qu'ils doutent du caractère anonyme des entrevues (Bonneville, Grosjean, & Lagacé, 2007), mais ce ne fut pas le cas. D'autres nous ont même dit que nous pouvions mettre leur nom, mais nous ne le ferons pas.

Notons aussi que nous avons dépassé notre objectif en termes de nombre d'entrevues. Nous visions 15 entrevues, mais nous en avons fait 18 dont 12 membres du personnel de Radio Okapi.

Par contre, un cadre de la MONUSCO, affilié à Radio Okapi, nous a refusé une entrevue.

En outre, nous n'avons pas pu consulter les documents officiels de la radio, comme l'accord qui a été signé entre la Fondation Hironnelle et les Nations Unies, qui nous aurait permis de mieux comprendre les clauses du partenariat entre les deux organismes. Il nous a été dit, de la part des deux anciens partenaires, que ces documents n'étaient pas accessibles au public pour des raisons de confidentialité.

Nous aurions aussi aimé avoir un plus long séjour, ce qui nous aurait permis de faire plus d'entrevues. N'ayant obtenu du financement que quelques mois plus tard, le séjour de recherche n'a pas pu aller au-delà de 3 semaines. Nous n'avons pas pu non plus rencontrer les journalistes de Radio

Okapi affectées aux bureaux régionaux tels que Goma. Pour des raisons logistiques et de sécurité, surtout en cette période pré-électorale, il était plus judicieux de ne pas quitter la ville de Kinshasa.

## **4. Analyse des résultats**

Dans le cadre de notre recherche, nous avons interviewé d'ex-journalistes et des journalistes en fonction de Radio Okapi, des agents de la Fondation Hironnelle qui ont déjà travaillé à la radio, deux agents de la Division de la Communication stratégique et de l'Information publique de la MONUSCO<sup>30</sup>, et un journaliste d'un autre média congolais. Nos répondants ont entre 11 et 30 ans d'expérience en journalisme. Certains ont commencé leur carrière à la Radio tandis que d'autres sont d'abord passés par des médias congolais comme la Radio-Télévision Nationale Congolaise, la chaîne Télé Kin-Malebo<sup>31</sup> et le journal *Le Potentiel*. Nos entrevues ont eu lieu entre le 17 octobre et le 04 novembre 2018, dans un contexte marqué par l'incertitude de la tenue des élections présidentielles du 23 décembre 2018, qui seront finalement reportées au 30 du même mois, en plus de la pression du gouvernement Kabila pour que la MONUSCO quitte le pays (RFI, 2018).

### **4.1. Radio Okapi et Fondation Hironnelle, de l'union à la séparation**

Après avoir questionné nos répondants sur leur profil, nous avons abordé le thème du milieu du travail. Cela nous a permis d'en savoir plus sur les débuts et la gestion de la radio, étant donné que plusieurs de nos répondants ont intégré l'équipe de Radio Okapi dans ses cinq premières années. Les réponses nous ont permis de compléter ce que nous avons appris dans notre revue de littérature.

L'accord de partenariat de la Fondation Hironnelle a été signé avec le département de maintien de la paix de l'ONU qui a lui-même contacté la Fondation Hironnelle pour qu'elle participe au projet

---

<sup>30</sup> Nous ne pouvons préciser leurs postes pour préserver leur anonymat.

<sup>31</sup> Première chaîne de télévision privée du pays, créée en 1994. Elle appartenait à un ancien journaliste et direction de l'information de la RTNC, Ngongo Luwowo. Il fut aussi député et ministre de l'information, en plus d'être ministre de l'information du Président-fondateur Mobutu. Elle est considérée par nos répondants qui y ont travaillé comme un média libre.

(Radio Okapi, 2014). Ce partenariat est une forme de cogestion où le directeur de la radio est de la MONUSCO et son adjoint le chef de projet de la Fondation Hirondelle au Congo.

En collaborant avec la Fondation Hirondelle, l'ONU ouvre en 2002 la première radio généraliste de son histoire (Betz, 2004 ; Myers, 2010 ; Renard, 2008), une radio qui ne parle pas seulement de l'ONU et de ses activités. Ce modèle sera dupliqué en Côte d'Ivoire notamment avec ONUCI fm<sup>32</sup>. Les Nations Unies, à travers leurs missions de paix, et la Fondation Hirondelle avaient déjà collaboré dans des projets comme au Kosovo avec la Blue Sky Radio créée en 1999, mais il ne s'agissait pas d'une radio généraliste. D'après la Fondation Hirondelle, c'est suite à cette expérience et dans un souci d'amélioration, qu'ils ont voulu faire de Radio Okapi une radio généraliste.

Radio Okapi est une section de la Division de la Communication stratégique et de l'Information publique de la MONUSCO, dont l'actuel directeur est Charles Bambara, un ancien journaliste de la BBC. Elle couvre aussi bien les actions de la MONUSCO que ce qui se passe au Congo. Comme Betz (2004), nos répondants soutiennent que c'est la première fois que l'ONU adapte une de ses radios aux réalités du pays où s'installe une de ses missions de maintien de la paix, en prenant entre autres en compte la diversité linguistique du pays. Les Nations Unies avaient un modèle standard de radios. Ces dernières ne couvraient que ce qui était en lien avec la mission et les organes de l'ONU présents dans le pays en plus de donner des informations générales sur la situation du pays. D'ailleurs, c'est ce qui est mentionné dans l'accord signé entre elles et le gouvernement congolais selon nos sources<sup>33</sup>. Et pour une fois, le nom de la radio ne renvoie pas directement à l'ONU comme le sont ONUCI fm et MINUSCA fm.

---

<sup>32</sup> Les deuxième et troisième directeurs des programmes de cette radio sont venus de Radio Okapi selon nos sources. L'un d'eux a fait partie de nos répondants.

<sup>33</sup> Nous n'avons pas pu consulter cet accord.

Betz (2004), Myers (2010) et Renard (2008) nous ont déjà expliqué que pour le projet Radio Okapi, les Nations Unies fournissaient une partie du financement, les locaux, le matériel de transmission, tandis que la Fondation Hirondelle contribuait en apportant le matériel radiophonique et par son expertise en journalisme à travers la ligne éditoriale, la formation des journalistes, etc. Mais au sortir des entrevues et par la lecture d'articles de presse, nous avons appris que la Fondation suppléait aussi financièrement quand la lourdeur administrative de la MONUSCO pouvait ralentir le travail, grâce aux subventions qu'elle recevait de pays et d'organismes pour ce projet, dont la Coopération française et le DFID<sup>34</sup> (Renard, 2008). Pour la première année, la Fondation Hirondelle « a réuni 2 767 000 francs, couverts à environ 50% par la Grande-Bretagne et 35% par la Suisse » (Le Temps, 2002).

En ce qui a trait au recrutement des agents de l'ONU, les délais sont souvent très longs. Radio Okapi ne pouvait attendre tout ce temps pour avoir de nouveaux journalistes ou des techniciens quand le besoin est urgent. Avec les besoins de la radio, la Fondation a dû procéder à des recrutements à partir des élections présidentielles de 2006 même si selon nos répondants, le personnel devait être à la charge des Nations Unies dans l'accord. Les journalistes recrutées par la fondation passaient sous contrat MONUSCO dès qu'un poste était ouvert.

#### **4.1.1 Radio Okapi, succès d'un média de paix et de chien de garde**

Notre enquête nous a permis de faire ressortir le rôle de média de paix et de chien de garde de Radio Okapi.

---

<sup>34</sup> Department for International Development. Ministère en charge de la coopération britannique.

À la question de savoir ce qui a causé le succès de Radio Okapi dès ses débuts, nos répondants se sont accordés sur le fait que la ligne éditoriale de média de paix qui en était pour beaucoup. Selon nos répondants, le fait que Radio Okapi soit une radio généraliste qui s'adapte aux réalités congolaises a permis de faire sa renommée à l'intérieur du pays comme à l'international, en plus des formations et de la gestion de la Fondation Hironnelle, de la logistique et des salaires. En somme, il s'agit de la gestion des ressources humaines dont parle Renard (2008). Radio Okapi a même réussi à détrôner RFI de sa première place de radio la plus écoutée au Congo, une première en Afrique subsaharienne selon un de nos répondants.

La formation est selon nos répondants la première chose dont la Fondation Hironnelle se chargeait à l'embauche d'un nouveau journaliste, même si les nouvelles recrues avaient souvent déjà de l'expérience et étaient prêtes à travailler<sup>35</sup>. En plus de la technique, les agents de la Fondation Hironnelle inculquaient aux locaux les valeurs du journalisme de paix en zone de conflit, cette formation avait alors pour objectif de « recadrer les choses » pour mener à bien le rôle de média de paix de la radio car, comme l'a affirmé Howard (2003), « peu de journalistes ont une formation théorique sur les conflits ». En effet, comme le soutient Laliberté (2012, p. 23) en parlant du cas des médias rwandais après le génocide, la formation permet d' « éradiquer les “médias de la haine” et de « favoriser l'émergence d'un journalisme responsable et pacifique ». C'est dans ce contexte qu'on nous a affirmé que la Fondation Hironnelle avait « joué un rôle prépondérant dans le professionnalisme de Radio Okapi ». Ces formations continues représentaient une part importante du budget de la radio (Renard, 2008). Elles étaient assurées par des professionnels des médias dont les agents de la Fondation elle-même, des journalistes de Radio Canada<sup>36</sup> et de RFI. Ces formations ont consolidé les compétences et le professionnalisme de l'équipe de Radio Okapi selon nos répondants.

---

<sup>35</sup> Des stagiaires sont aussi recrutés à la fin de leur stage et comment le plus souvent comme pigistes.

<sup>36</sup> Dont Yvan Asselin, successeur de Philippe Dahinden au poste de directeur de la radio de 2003 à 2004.

Dans la pratique, les retombées de cette formation ont tout d'abord permis d'instaurer la cohésion entre les employés. Au sein de la rédaction, il est interdit de parler de politique et/ou de montrer son affiliation, surtout en période électorale. C'est ce qui a cultivé l'effort d'objectivité. Cela nous rappelle les propos de Jean-Marie Etter (2005) qui affirmait que la Fondation Hironnelle veillait à créer un climat de cohésion entre les journalistes malgré leurs divergences d'opinion.

Radio Okapi couvrant l'ensemble du pays grâce à l'apport logistique des Nations Unies, les Congolais pouvaient se tenir informés de la situation du pays car la radio a aussi diffusé en ondes courtes jusqu'en 2013 pour permettre, comme l'a affirmé un de nos répondants, à « ceux qui ne peuvent pas bien capter la fréquence FM dans les forêts et les régions éloignées » de pouvoir suivre les émissions. Ils pouvaient savoir ce qui se passait dans chaque coin du pays. On nous a expliqué que pendant la période de la rébellion, ils pouvaient savoir où les rebelles avaient attaqué et souvent, dans les minutes qui suivaient.

Radio Okapi était partout, toujours sur le terrain<sup>37</sup>, en plus de donner les informations dans les cinq principales langues parlées en RDC et de tendre le micro aux parties opposées, ce que les autres médias ne faisaient pas. Son impartialité en a fait sa particularité pour nos répondants. Sans parti pris, elle tend le micro au pouvoir comme à l'opposition, ce qui était remarquable à ses débuts vu le musellement et la corruption qui existent dans le milieu médiatique congolais. Elle tient aussi à vérifier toute information avant de la publier, au risque d'en perdre l'exclusivité. Les journalistes ne sont pas encouragés à publier des *scoops* même si, selon Spitéri (2001), l'exclusivité d'une information est une forme de consécration professionnelle. D'ailleurs, plusieurs de nos répondants ont soutenu que c'est à Radio Okapi qu'ils ont découvert le « vrai journalisme ».

---

<sup>37</sup> Nous avons préféré parler au passé vu que des émetteurs ont été retirés dans certaines zones, et d'autres défectueux n'ont pu être réparés ou remplacés, à cause des coupures budgétaires.

#### **4.1.2 Surveiller et contribuer au maintien de la paix**

Durant la rébellion où le pays était divisé en quatre, Radio Okapi produisait une émission « qui permettait, avec les guerres qu'il y avait eu, de pouvoir réunir de nouveau les familles qui étaient séparées. Quelqu'un qui avait perdu son père, sa femme, pendant la guerre... il suffisait qu'il passe à Radio Okapi et qu'il dise : je suis la femme de tel, je cherche tel, je suis à tel endroit. On a réuni plusieurs personnes comme ça ». Un de nos répondants raconte qu'un auditeur lui a déjà dit : « La première fois que j'ai entendu Radio Okapi donner des infos de l'Est, de l'Ouest, du Sud, du Nord de la RDC, ce jour-là je me suis dit que ce pays ne sera jamais démembré ». Un de nos répondants renchérit en affirmant que « les gens se sentaient vivre dans le même pays », ce qui nous renvoie à l'article de Renard (2008, p. 147) qui affirme que Radio Okapi est apparue comme « un symbole de l'unité nationale et comme la preuve que la nation congolaise n'était pas qu'une fiction ». Ainsi, pour un répondant, « les résultats de Radio Okapi sont probants dans le processus de pacification de la RDC ».

Pendant la période électorale de 2006, l'ONG suisse a contribué financièrement à Radio Okapi par un montant de 531 000 euros, spécialement pour le programme d'éducation électorale (Frère, 2015), une campagne de sensibilisation visant à encourager les citoyens à s'enrôler sur les listes électorales et à aller voter. Ce facteur apparaît dans le « Manuel de reportage sur les élections » de Howard (2005) qui estime que la presse doit renseigner les populations sur le processus électoral afin que ces dernières se sentent concernées. Il ajoute que la presse doit surveiller ce processus pour garantir le respect des lois et éviter la corruption, ce que Radio Okapi a fait selon nos répondants.

Toujours dans le domaine électoral, Radio Okapi publie en 2011, avec le support de la Fondation Hirondelle, une *Charte électorale*<sup>38</sup> que ses journalistes doivent respecter dans le cadre de leurs fonctions afin de couvrir convenablement les élections qui devaient avoir lieu à la fin de la même année.

#### **4.1.3 Être aussi un média de chien de garde**

De ce qui est ressorti dans nos entrevues, Radio Okapi assure aussi un rôle de média de chien de garde.

Les émissions qu'elles proposent sont beaucoup appréciées. *Dialogue entre Congolais* est le magazine politique phare de la radio. On y discute de faits de société ayant un impact sur la politique tels que le système de santé, l'éducation, le sport, etc. Elle fait aussi le suivi des promesses électorales pour voir si les élus respectent leurs engagements, d'où le lien qui peut être fait avec les programmes des médias de chien de garde.

Un membre de l'équipe a fait ressortir, lors de l'entrevue qu'il nous a accordée, l'importance d'avoir dans chaque émission trois intervenants : un de la majorité présidentielle, un de l'opposition et un de la société civile. « On pouvait réunir dans cette émission alors que le pays était divisé, la rébellion de l'Est, celle de l'Ouest et le pouvoir de Kinshasa... Cela permettait aux gens qui étaient ennemis sur le terrain de pouvoir discuter à travers un média ». Cela nous renvoie à un des rôles du journalisme de paix selon Howard (2003, p. 9) qui affirme que dans les conflits, « les parties en cause se parlent par le biais des médias ».

---

<sup>38</sup> En ligne : <https://www.radiookapi.net/sites/default/files/charte-electorale-congo-okapi-2011.pdf>

*Parole aux auditeurs* est une autre émission proposée par Radio Okapi depuis 2009. Un membre de l'équipe de cette émission nous explique qu'un invité est souvent choisi en fonction du sujet que traitera l'édition du jour. Les auditeurs appellent pour donner leur point de vue sur des sujets d'actualité. Cette émission a entre autres travaillé, « avec les auditeurs, pour le respect de la Constitution » durant les élections qui devaient avoir lieu en 2016<sup>39</sup>.

Ces deux émissions donnent la parole aux Congolais afin qu'ils parlent de leurs problèmes, leurs inquiétudes, et qu'ils donnent leur opinion sur différents sujets. Elles sont des outils d'échange et de partage (Said, 2017) et donc des émissions de médias de paix favorisant le dialogue. Mais elles peuvent être considérées comme des programmes de journalisme de chien de garde (Cornu, 2009) qui font le suivi des promesses électorales entre autres.

La radio veille à toujours vérifier les informations qu'elle diffuse pour ne pas perdre la confiance du public pour qui « ce n'est pas vrai tant que Radio Okapi n'en a pas parlé » ou encore « si Okapi l'a dit, c'est que c'est ça ». Un de nos répondants nous a même dit que les médias internationaux comme RFI et Jeune Afrique n'hésitaient pas à se tourner vers elle pour confirmer ou infirmer une information. Un autre nous a raconté une anecdote intéressante illustrant cette confiance envers la radio. Il est arrivé que des techniciens envoyés par la MONUSCO dans le but de retirer des émetteurs dans des coins reculés du Congo, pour des raisons budgétaires, soient attaqués par des villageois. Radio Okapi était le seul moyen pour ces gens de savoir ce qui se passait en dehors du village, de faire « le tour du pays » sans se déplacer. Finalement ces émetteurs ne furent pas enlevés, contrairement à d'autres.

---

<sup>39</sup> Il s'agit du scrutin qui aura finalement lieu 2 ans plus tard, le 30 décembre 2018.

La collaboration de la Fondation Hirondelle a fait de Radio Okapi un média de paix et de chien de garde. Des émissions comme *Parole aux auditeurs* et *Dialogue entre Congolais* causent souvent des conflits entre Radio Okapi, par MONUSCO interposée, et le pouvoir, selon nos répondants car elles donnent la parole aux populations qui expriment leur insatisfaction et demandent des comptes. Son travail vaut à Radio Okapi des problèmes avec le gouvernement en place, et le signal de la radio à Kinshasa a été brouillé à plusieurs reprises<sup>40</sup>. Deux journalistes ont été assassinés et nombreux sont ceux qui ont reçu des menaces. Un de nos répondants a raconté avoir dû être protégé et rapatrié de Bunia à Kinshasa car il recevait des menaces suite à ses questions sur le nombre réel de morts dans des fosses communes et la date de leur décès.

#### **4.1.4 Séparation entre les deux partenaires**

Nous avons aussi questionné nos répondants sur le départ de la Fondation Hirondelle. Il est ressorti que la période précédant le départ de la Fondation Hirondelle fut marquée par des coupures de personnel et des avis de grève du personnel d'Hirondelle qui désiraient avoir le même salaire que celui des employés sous contrat MONUSCO. Selon un de nos répondants, il y a eu deux réajustements de salaire au niveau de la Fondation, mais le niveau salarial de la MONUSCO ne fut jamais atteint, ce qui créait un sentiment d'injustice pour ceux qui faisaient le même travail mais gagnaient moins.

Durant cette période, beaucoup d'employés sous contrat de la Fondation passent sous contrat à la MONUSCO. Les postes de responsabilité aussi deviennent des contrats MONUSCO, à partir de fin 2012 selon un de nos répondants. Ce n'était pas nouveau vu que la Fondation avait donné au fil du temps des postes de responsabilité à des Congolais dans le cadre de son plan de pérennisation de la radio. Tous les journalistes questionnés à ce sujet nous ont avoué que passer sous contrat

---

<sup>40</sup>En ligne : <https://www.radiookapi.net/2017/12/31/actualite/en-bref/le-signal-de-radio-okapi-brouille-kinshasa> et <https://www.radiookapi.net/2016/11/05/actualite/societe/le-signal-de-radio-okapi-brouille-sur-sa-frequence-de-kinshasa>

MONUSCO était le vœu de tous les travailleurs de Radio Okapi car ils obtenaient ainsi environ le double de leur paie<sup>41</sup> en plus des avantages sociaux qu'offre le statut d'agent des Nations Unies. Ce passage permettait aussi de régler le problème de la différence des salaires et des avantages qui créaient souvent des tensions, surtout au niveau de la Fondation Hironnelle qui ne pouvait pas assurer les mêmes salaires que l'ONU.

Force est de constater que le financement est l'une des principales raisons du départ de la Fondation. En aspirant le personnel de la FH, la MONUSCO s'assurait ainsi selon certains que la Fondation ne puisse plus justifier auprès de ses bailleurs des demandes de fonds. En outre, la crise financière de 2009 avait beaucoup affecté la Fondation dont certains bailleurs avaient réduit ou mis fin à leur financement. Elle ne pouvait dès lors couvrir les frais qu'elle assurait au sein de la radio et a alors dû se séparer d'une partie de son personnel, des pigistes pour la plupart.

Mais derrière tout cela, se cachent des conflits d'intérêt. Selon des participants, la MONUSCO avait déjà fait remarquer à la radio qu'elle ne couvrait pas assez ses activités. Les Nations Unies voulaient qu'on les voie alors que la Fondation Hironnelle gagnait en renommée à l'extérieur du pays grâce à sa bonne gestion de Radio Okapi. Plusieurs documentaires et reportages, comme *Radio Okapi*, *Radio de la vie* de Pierre Guyot en 2006, ont été faits sur Radio Okapi. On y mentionnait le rôle de l'ONU, mais la Fondation Hironnelle y était quand même la vedette. Les Nations Unies avaient alors l'impression que la Fondation Hironnelle leur volait la vedette dans ce projet, même si c'est grâce à cela que la Fondation arrivait à trouver du financement pour continuer à couvrir les dépenses immédiates que la MONUSCO ne pouvait assurer. Ces répondants soutiennent ainsi que la MONUSCO voulait alors récupérer sa machine pour la gérer elle-même et ce, malgré le fait qu'elle

---

<sup>41</sup> Du côté de la Fondation Hironnelle, on nous parle d'une différence de salaire d'environ 10%.

n'ait pas d'expertise en journalisme, surtout en zone de conflit, comme plusieurs l'ont affirmé au cours de notre enquête

Pour un autre, il était aussi considéré qu'après plus de 10 ans, Radio Okapi était capable de s'en sortir sans la Fondation Hironnelle.

A un moment donné, des agents de la Fondation Hironnelle se sont sentis mis à l'écart. Un de nos répondants, directeur des programmes de l'époque, continuait par exemple de percevoir son salaire, mais on ne lui attribuait que des tâches secondaires. La MONUSCO s'est même demandé s'il ne fallait pas supprimer son poste, considérant que Radio Okapi était une radio d'information et n'avait pas besoin d'un directeur des programmes. Notre répondant a expliqué cela par le fait que la MONUSCO pensait que le directeur des programmes s'occupait juste des émissions de divertissement.

On voit ainsi que plusieurs facteurs ont mené au départ de la Fondation. Pour certains, le représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies pour le Congo de l'époque, Martin Kobler<sup>42</sup>, a considéré qu'elle pouvait se retirer, ne pouvant plus contribuer financièrement au fonctionnement de la radio.

La Fondation Hironnelle et la MONUSCO se séparent ainsi en 2014. Du côté de la MONUSCO, ce divorce n'est mentionné nulle part, pas même sur le site Internet de la radio. C'est comme si la Fondation Hironnelle était encore présente. Cela se traduit pour certains comme une volonté des journalistes de la radio de ne pas effacer l'ONG suisse de son histoire. Mais pour d'autres, la MONUSCO ne mentionne pas cette séparation car c'est elle qui l'a provoquée.

---

<sup>42</sup> Diplomate allemand. Représentant spécial des Nations unies en RDC de 2013 à 2015 avant de rejoindre la Lybie pour le même poste.

Selon un de nos répondants, « c'est un dossier très nébuleux et bizarre parce qu'officiellement, l'accord tient encore ». Ce dernier ayant été signé avec le Département de maintien de la paix et de l'information publique des Nations Unies, la Fondation s'est juste retirée sur demande de Kobler, sans qu'aucun document ne soit signé et ce, jusqu'à présent. Sur son site, la Fondation Hirondelle mentionne juste que le partenariat a pris fin en 2014. Nos sources de cette ONG suisse ont admis ne pas tout vouloir dire dans un souci de la fondation de garder profil bas.

Selon un répondant, cette séparation aurait mené à la perte de 27 emplois au niveau de la Fondation Hirondelle.

## **4.2 Nouvelle donne avec le départ de la Fondation Hirondelle**

Ayant compris le rôle de la Fondation Hirondelle dans le fonctionnement de la radio, nous avons essayé d'en savoir plus sur les changements auxquels le départ de la Fondation Hirondelle avait mené. Nos répondants, que ce soit au niveau de Radio Okapi ou de la MONUSCO, se sont accordés sur le fait que les plus beaux moments de la radio furent du temps de la Fondation Hirondelle et regrettent son départ. Pour deux de nos répondants, il y a désormais un « relâchement total »<sup>43</sup>. Mais ce point de vue n'est pas partagé par tous au sein de la MONUSCO.

### **4.2.1 Non-expertise des Nations Unies en matière de journalisme**

Plusieurs de nos répondants, même au niveau de la MONUSCO, ont affirmé d'une même voix que les Nations Unies ne savent pas faire de la radio. Ils ont des experts en relations publiques mais pas en journalisme dans leurs missions de paix bien que certains membres de la Division de la

---

<sup>43</sup> Tous deux ont utilisé la même expression.

Communication stratégique et de l'Information publique, dont le directeur, soient d'anciens journalistes. Cela nous semble contradictoire mais certains de nos répondants ont affirmé ne pas sentir l'impact de l'ancienne profession de ce directeur sur Radio Okapi.

Nous avons déjà parlé du fait qu'à un moment donné, la MONUSCO s'est questionnée sur l'utilité d'un directeur des programmes dans une radio, ce qui montre selon lui le manque d'expertise de l'ONU en matière de journalisme. Des directeurs envoyés par la MONUSCO aussi ne prenaient pas en compte les deux fuseaux horaires du pays dans la modification de la grille des programmes, dû à un manque de connaissance des réalités du pays.

En somme, la qualité du travail de Radio Okapi a été affectée par le départ de la Fondation Hirondelle qui faisait profiter la radio de son expertise en journalisme.

Un autre changement a aussi été noté : il s'agit de la pratique du coupage au sein de la radio.

#### **4.2.2 Le coupage**

Parmi les droits du journaliste se trouve la rémunération afin de lui « garantir son indépendance économique » (Cornu, 1997, p. 38). Mais comme nous l'avons vu dans notre revue de littérature, les journalistes congolais n'ont pas de bonnes conditions de travail (Frère, 2015; Fierens, 2018). En empruntant les termes d'un répondant, nous pouvons dire que « le journalisme au Congo ne nourrit pas son homme ». Les propriétaires de médias ont du mal à payer leurs employés. Les chaînes ne s'engagent pas dans la production d'émissions car elles n'ont pas assez d'argent. Par conséquent, les émissions sont commanditées.

Alors que les autres journalistes congolais gagnent au maximum 200 dollars US par mois, ceux de Radio Okapi ont un salaire de base de 1 600 dollars à leur recrutement et les cadres gagnent environ 8 000 dollars. En 2003, un de nos répondants a commencé avec un salaire de 595 dollars. Il nous a expliqué que les Nations Unies « payent sur base de comparateurs » en s'appuyant sur le salaire de la société qui paie le mieux dans les pays où ils s'installent. Cela explique le fait que certains ont quitté des postes de directeur des programmes dans d'autres médias pour un poste de journaliste à Radio Okapi. Ils y vont alors pour avoir de meilleures conditions de travail et une meilleure rémunération.

N'oublions pas que dans le contexte médiatique congolais, le coupage est ce qui mine le plus la crédibilité des journalistes, et des médias en général (Frère, 2005 ; Renard, 2008 ; Minkala-Ntadi, 2014 ; Fierens, 2018). Cette pratique très répandue dans le paysage médiatique congolais peut être comprise comme une forme de « gratification » (Bernier, 2004, p. 340) où le journaliste se fait payer pour un reportage et a ainsi « la plume moins libre » (Ganz, 2018, p. 102). Mais en plus, comme nous l'avons appris, il doit en plus payer pour la diffusion de son reportage à la chaîne pour laquelle il travaille. La règle déontologique dominante en matière de gratification énonce que « les journalistes ne devraient pas accepter de cadeaux, de gratifications diverses et de privilèges pouvant influencer sur leur travail » (Juusela, 1991, *in* Bernier, 2004, p. 341). Cependant les journalistes congolais sont contraints d'avoir recours au coupage pour pouvoir nourrir leur famille en plus de faire diffuser leur travail (Fierens, 2018; Frère, 2005; Minkala-Ntadi, 2014; Renard, 2008).

Nous pensions qu'avec leurs bonnes conditions de travail, les journalistes de Radio Okapi n'auraient pas recours à cette pratique. Mais selon nos répondants de la Fondation Hironnelle et de Radio Okapi, la tentation est grande. Ils nous ont expliqué, en accord avec Renard (2008), que la Fondation Hironnelle était « très regardante » et plus réactive face à ce problème. Elle n'hésitait pas à mettre fin au contrat d'un journaliste sur-le-champ dès qu'il était prouvé que ce dernier avait eu

recours au coupage. Un journaliste par exemple, en plus de se faire payer pour un reportage, était chargé de payer d'autres journalistes congolais au profit de sa source de financement. Il a été dénoncé à la direction de la radio par un des journalistes qu'il devait payer. Il fut renvoyé pour faute professionnelle.

Maintenant que tous les journalistes sont sous contrat MONUSCO, ils n'ont plus cette crainte de se retrouver sans emploi du jour au lendemain, étant donné la lourdeur administrative de l'organisme.

Il est arrivé récemment qu'un Ministre contacte la direction de la radio pour l'informer qu'il avait payé un journaliste environ 300 dollars, mais n'avait pas entendu passer son reportage à l'antenne. Mais ce journaliste n'avait toujours pas été sanctionné<sup>44</sup>.

Les journalistes disposent ainsi d'une « grande liberté » qui a mené, selon un de nos répondants, à une « dégradation de l'information ». Pour un de nos répondants, dans le métier de journaliste, « il faut toujours un contrôleur, un gendarme » pour rappeler à l'ordre et éviter les « relâchements ».

L'enquête pour prouver la culpabilité du journaliste prend du temps, et il arrive que ces enquêtes soient classées sans suite. Bref, « c'est une procédure complexe qui favorise le laisser-aller dans notre métier » car « pour se séparer de quelqu'un aux Nations Unies, ça prend des semaines, des mois voire jamais ».

Parlons à présent de l'autonomie des journalistes de Radio Okapi.

---

<sup>44</sup> En octobre 2018.

### **4.3 Radio Okapi, un média entre deux forces**

« Nous ne sommes pas là pour travailler contre la MONUSCO. Nous ne sommes pas là pour râler contre le gouvernement ».

Vu que « les pressions d'ordre politique, économique, social, affectif et idéologique influencent quotidiennement les pratiques journalistiques » (Bernier, 1998, p. 47), nous avons demandé à nos répondants s'il arrivait que la MONUSCO influence leur travail d'une quelconque façon. D'emblée, il est ressorti que « ce n'est pas facile d'être fonctionnaire des Nations Unies et journaliste » car il faut respecter les règles de l'ONU tout en veillant à l'éthique et à la déontologie journalistiques.

On nous a expliqué qu'avec le départ de la Fondation Hirondelle, la MONUSCO a pris en charge de la ligne éditoriale de la radio. Les journalistes ne peuvent plus compter sur la fondation suisse pour les défendre quand vient le moment de publier certaines nouvelles sensibles comme celles relatives aux attaques contre les Casques blancs ou à la politique congolaise. Et au fil des jours passés avec les journalistes en réunion de rédaction notamment, nous avons constaté qu'ils ne savaient pas exactement ce à quoi la MONUSCO s'attendait concernant leur travail. La remarque est la même pour les responsables de la radio. Parlons d'abord du rapport entre l'autonomie de Radio Okapi et les relations qu'entretenaient la MONUSCO et l'ancien gouvernement Kabila.

#### **4.3.1 Quand le gouvernement s'en mêle**

Pour un de nos répondants, « à chaque fois qu'il y a un peu de froid dans leurs relations, à la base c'est toujours Radio Okapi ».

En effet, en plus de demander à la MONUSCO de quitter le pays (RFI, 2018), le gouvernement Kabila a souvent accusé Radio Okapi d'être contre lui, voire d'être un média pro-opposition, même si selon nos sources, l'opposition accuse de son côté l'organisation de soutenir le gouvernement. Selon nos répondants, le gouvernement estime que Radio Okapi, et la MONUSCO par ricochet, va « outre mesure en proposant des émissions qui n'étaient pas prévues dans l'accord » et ne doit couvrir que les activités de l'ONU. Nous n'avons pas pu consulter le *Memorandum of understanding*, l'accord entre les deux parties, mais nos répondants de la direction de Radio Okapi, et aussi du côté de la Fondation Hironnelle, nous ont confirmé qu'il s'agissait du même type d'accord que les Nations Unies ont signé avec d'autres gouvernements pour l'ouverture de leurs radios. Et dans ces accords, il serait dit que la radio sert à couvrir les activités de la mission.

Pour se défendre, la MONUSCO affirme selon nos répondants avoir besoin de Radio Okapi pour mettre les protagonistes autour d'une table, ce qui entre bien dans le cadre du journalisme de paix (Howard, 2003) et que par conséquent, Radio Okapi ne s'écartait pas de son mandat. Un autre soutient que les accusations des deux camps montrent que la radio n'a pas de parti pris. En outre, toujours selon ce répondant, chaque fin de mois, la radio consulte ses relevés d'antenne pour vérifier le temps accordé à l'opposition, à la majorité présidentielle, à la société civile, etc. Et d'un mois à l'autre, les résultats sont plus ou moins équitables. En outre, comme l'a souligné le rapport préliminaire de la mission d'observation de l'Union européenne (MOE-UE, 2011), Radio Okapi était l'une des rares radios à faire une couverture équilibrée des candidats lors des élections présidentielles de 2006.

Cet enjeu d'autonomie qu'ont les journalistes est très sensible quand il faut parler des autorités congolaises et de la politique en général. Pour une de nos répondantes, « on peut critiquer mais ce

qu'on nous demandait, c'était de ne pas les fâcher, d'être hyper prudent. Du coup, ça reste un peu une certaine autocensure ».

Nous avons pu constater de nous-même comment la radio s'autocensurait sur certains sujets.

Lors d'une réunion de rédaction, un journaliste a proposé de parler de la gestion par l'armée du matériel électoral, et plus précisément des machines à voter, le gouvernement ayant refusé l'aide logistique de la MONUSCO<sup>45</sup>. En effet, ce sont les militaires qui devaient acheminer et surveiller toute la logistique électorale à travers le pays. Pour ce reporter, l'idée était de parler des risques qu'il pouvait y avoir avec cette pratique, étant donné les violences et les abus que cela peut engendrer. Sa proposition fut rejetée par deux cadres de la radio. Le premier a expliqué que ce n'était pas un fait nouveau, précisant que beaucoup de pays le font, ce qui a créé tout un débat dans la salle. Cette explication était étonnante étant donné que des médias comme Jeune Afrique<sup>46</sup> et Voa Afrique<sup>47</sup> en ont parlé durant la même période.

Quant au second, un supérieur hiérarchique, il n'a pas fait de commentaire direct sur la proposition de sujet, mais il a tenu à préciser : « Vous n'êtes pas des journalistes comme les autres, vous êtes des journalistes de la MONUSCO ». Il a alors expliqué que « tout le monde » avait les yeux rivés sur Radio Okapi, en tant que média onusien, en cette période électorale, et que par conséquent, les journalistes devaient faire attention dans le choix de reportages. A la question d'un journaliste de savoir ce que la MONUSCO attendait vraiment de Radio Okapi concernant sa ligne éditoriale, ce

---

<sup>45</sup>En ligne : [https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/rdc-trois-points-de-tension-sur-la-presidentielle\\_2032373.html](https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/rdc-trois-points-de-tension-sur-la-presidentielle_2032373.html)

<sup>46</sup>En ligne : <https://www.jeuneafrique.com/655313/politique/rdc-des-vehicules-de-larmee-utilises-pour-le-transport-du-materiel-electoral/>

<sup>47</sup>En ligne : <https://www.voafrique.com/a/congo-kinshasa-elections-gouvernement-armee-decembre-commission-electorale-camions-aeronefs-materiel/4633665.html>

supérieur hiérarchique a répondu avoir déjà posé la question au niveau de la mission mais ne pas avoir jusqu'à présent la réponse.

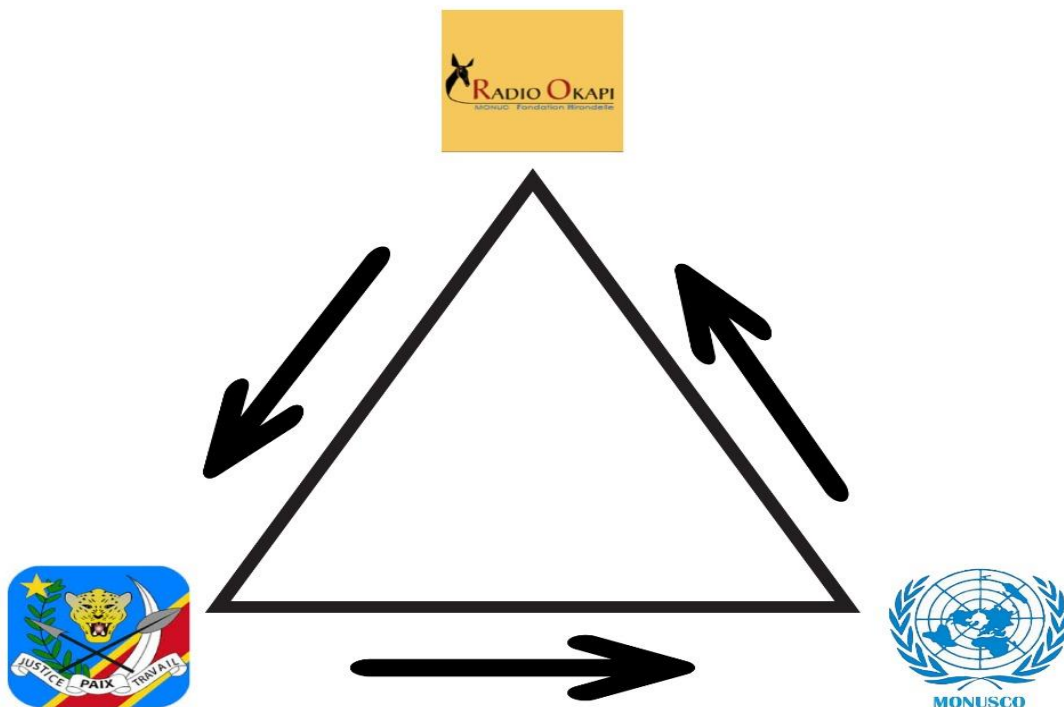
En outre, il a précisé que l'avenir de la radio se déciderait après tout cela. Cette dernière affirmation a sonné comme une menace à l'oreille des journalistes avec qui nous avons discuté après cette réunion. Etant donné l'insécurité dans laquelle vivent les journalistes qui ne savent pas pendant combien de temps encore la radio sera ouverte et si leur contrat sera renouvelé, cette affirmation était encore moins encourageante pour eux, étant déjà bien insécures en ce qui concerne leur emploi.

Cette anecdote vient renforcer les affirmations de nos répondants de Radio Okapi et de la MONUSCO qui se sont accordés sur le fait que les problèmes entre le gouvernement et la MONUSCO se font sentir sur leur travail. L'un d'eux a même affirmé que « la MONUSCO mélange la diplomatie et le journalisme ». D'après nos sources, la MONUSCO intervient quand une information devant être diffusée par la radio pourrait nuire à ses relations ou à des discussions avec le gouvernement comme dans le cas de la gestion par l'armée du matériel électoral.

Cela renvoie aussi à un des concepts mobilisés dans la présente thèse, celui du journalisme comme chien de garde (Bernier, 2006; Perret, 2007; Frère, 2015). Avec la proposition de ce sujet de reportage, nous constatons que les journalistes aimeraient assurer leur rôle de chien de garde, mais on les en empêche afin de garder de bonnes relations avec le pouvoir congolais. Selon nos répondants, la MONUSCO évite les sujets qui fâchent et, vu que la Fondation, considéré comme « le meilleur avocat de Radio Okapi » n'est plus là, les journalistes sont obligés de subir cette ingérence. Ils profitent alors des revues de presse pour parler de certains sujets traités par d'autres médias. Un de nos répondants, en expliquant ce qui a changé après le départ de la Fondation Hironnelle, a affirmé : « On a mis beaucoup d'eau dans notre vin, au point que le vin semble changer un peu de goût. Mais

il reste quand même un vin ». Il a tenu à préciser que « mettre de l'eau dans son vin ne veut pas dire transformer la vérité » mais simplement ne pas parler de certaines choses « pour éviter des problèmes avec le gouvernement ».

Les journalistes de Radio Okapi subissent ainsi les conséquences de ce contexte particulier. Avec les commentaires des journalistes, nous avons trouvé que l'explication la plus simple se fait sous forme de triangle. S'ils publient ou font un reportage en défaveur du gouvernement, ce dernier qui « pense que Radio Okapi est contre lui alors que ce n'est pas le cas » s'en prend à la MONUSCO. La MONUSCO revient par la suite s'en prendre à Radio Okapi, soit pour juste remonter les bretelles de l'équipe, soit pour lui demander de revenir sur l'article ou le reportage diffusé à l'antenne.



### 4.3.2 La MONUSCO, obstacle à l'autonomie de sa propre radio ?

Selon nos sources, la vision généraliste de la radio ne fait pas l'unanimité du côté de la MONUSCO. Pour certains, Radio Okapi, comme les autres radios de l'ONU, doit se consacrer à la couverture des activités de l'organisation internationale, à l'instar du magazine *Échos de la MONUSCO* dont l'équipe est une sous-section de la Division de la Communication stratégique et de l'Information publique, comme l'est Radio Okapi.

Il est aussi ressorti que l'autonomie de la radio dépend souvent du représentant spécial. Ces derniers ne voient pas de la même façon la gestion et les objectifs de Radio Okapi. Un représentant spécial peut dire aux journalistes : « faites votre boulot » sans tenir compte de la MONUSCO tandis qu'un autre sera plus regardant. Selon une source, un représentant, après une demande du gouvernement de supprimer un reportage, a refusé en affirmant : « Même moi, ils peuvent critiquer mon action ». Ce ne fut pas le cas pour d'autres qui voient la radio comme étant au service des Nations Unies et de sa promotion, à l'image des autres radios de l'ONU, au point de se demander quel intérêt était pour les Nations Unies de diffuser tel ou tel reportage. Cette situation n'est pas facile à gérer pour les journalistes qui doivent alors essayer de s'adapter à la vision et aux idées, de chaque représentant spécial étant donné que, comme on nous l'a expliqué, la population, y compris les autorités, ne font pas la différence entre Radio Okapi et la MONUSCO : « Ce qui est diffusé sur Radio Okapi est considéré comme la position de la MONUSCO ».

Comme souligné plus haut, nos répondants ont expliqué que Radio Okapi subissait parfois la pression de la MONUSCO quand l'image de l'organisme elle-même, et de l'ONU par extension, peut être affectée, mais cela dépend du représentant spécial en place. Certes, Radio Okapi a parlé des

accusations de viol émises contre des Casques bleus de la MINUSCA<sup>48</sup>, la Mission des Nations Unies en Centrafrique, ce qui a été très apprécié par les populations, surtout avec la politique de tolérance zéro des Nations Unies vis-à-vis des violences et abus sexuels<sup>49</sup>.

Toutefois, « il y a des informations que les Nations Unies voulaient qu'on diffuse et qu'on ne diffuse pas ». On leur dit : « Vous ne pouvez pas en parler tant que la MONUSCO ne vous donne pas le go ». Cela constitue un frein au « droit de rapporter » des journalistes (Cornu, 1997, p. 30). Radio Okapi peut dans certaines situations devoir attendre que le porte-parole de la MONUSCO se prononce sur le sujet. C'est le cas quand il s'agit de nouvelles pouvant affecter d'une manière quelconque l'image de la MONUSCO, comme une possibilité de son départ, des attaques contre ses bases ou contre les Casques bleus. Selon certains, l'avantage en est qu'ils auront une source fiable avec une information crédible. Mais quand Radio Okapi publie une nouvelle sur la Mission sans l'aval de cette dernière, il arrive que le représentant spécial contacte le directeur de la Division de la Communication stratégique et de l'Information publique. Et « lorsque la Direction subit, ça veut dire que vous (les journalistes) allez subir aussi ». Mais les journalistes peuvent bien répondre à ces demandes par la négative quand cela va à l'encontre des principes journalistiques.

Toujours selon nos répondants, il arrive aussi que la MONUSCO préfère ne pas répondre aux questions des journalistes sur certains sujets, ce qui complique l'objectivité du travail journalistique « qui impose de toujours aller chercher la version opposée » (Bernier, 2004, p. 309). Elle retarde cette réponse comme lorsqu'il s'agit d'attaques contre des Casques bleus. L'excuse donnée dans ce cas est qu'il faut d'abord prévenir les familles des victimes, alors que d'autres médias donnent déjà l'information. Toujours sur le plan militaire, en plus de ses Casques bleus, la MONUSCO a des

---

<sup>48</sup>En ligne : <https://www.radiookapi.net/2016/04/05/actualite/securite/rdc-ouverture-du-proces-des-casques-bleus-congolais-accuses-de-viol-en>

<sup>49</sup> En ligne : <https://undocs.org/fr/ST/SGB/2003/13>

observateurs sur le terrain (Koko, 2011; Bindu & Balemirwe, 2012). Selon nos répondants, ces derniers sont souvent témoins des abus commis par les forces de sécurité et les FARDC. Mais ils ne partagent pas toujours ces informations. Selon une source, la MONUSCO demanderait à Radio Okapi de se référer aux militaires congolais pour tout ce qui concerne les opérations militaires même si le plus souvent, elle demande aux journalistes d'éviter les questions militaires. Cela expliquerait selon nous le fait que les supérieurs hiérarchiques de la radio n'aient pas voulu du reportage sur la gestion du matériel électoral par l'armée.

L'explication donnée est que si Radio Okapi parle de ces abus, c'est comme si c'était la MONUSCO qui dénonçait le gouvernement vu que, comme nous l'avons souligné plus haut, on ne fait pas la différence entre les deux : quand Radio Okapi pose des questions, quand elle parle, « on ne voit pas Radio Okapi, on voit la MONUSCO ».

Dans ce genre de situations, les journalistes sont obligés de publier un article avec le discours d'une seule partie, ou faute d'informations vérifiées ou vérifiables, publier une nouvelle tardivement ou ne pas la publier du tout. Nos répondants de Radio Okapi ont affirmé que cela porte atteinte à la crédibilité de la radio au profit d'autres médias. Cela montre que les journalistes se soucient de la déontologie qui, selon Williamson (1979, in Bernier, 2004, p. 101), « est profondément enracinée dans le désir de protéger la crédibilité de la profession et des entreprises de presse ».

Un journaliste nous a expliqué que quand La Lucha<sup>50</sup> a demandé à l'ONU de faire remplacer Mamane Sidikou, représentant spécial de la MONUSCO de 2014 à 2017<sup>51</sup>, la MONUSCO a refusé

---

<sup>50</sup>Lutte pour le Changement. Mouvement citoyen non-violent et non-partisan de jeunes congolais. Jumelé au mouvement sénégalais Y'en a marre, et au Balai citoyen du Burkina Faso.

<sup>51</sup>On lui reprochait un manque de leadership nuisible à l'efficacité de la MONUSCO. En ligne : <https://actualite.cd/index.php/2017/05/24/la-lucha-reclame-le-depart-de-maman-sidikou-de-la-tete-de-la-monusco>

de donner une entrevue à ce sujet. Il fallait quand même que Radio Okapi en parle, ce qu'elle fait<sup>52</sup>. La MONUSCO, à travers la Division de la Communication stratégique et de l'Information publique dont la radio dépend, accusera alors les journalistes de ne pas avoir donné la bonne information et leur demandera de retirer l'article, ce qu'ils ont refusé. Ce sont les hauts responsables de la MONUSCO qui mettent la pression aux journalistes pour faire modifier un article sur Internet, ou revenir sur des propos émis lors d'une émission. Du côté du web, pour éviter tout abus, seuls le rédacteur en chef web et le webmaster peuvent ajouter ou modifier du contenu.

Une répondante qui a d'abord travaillé pour une station en région<sup>53</sup> a affirmé de son côté ne pas sentir cette pression tant qu'elle était une simple journaliste de la radio. Mais il est arrivé que la MONUSCO impacte directement sur son travail. Elle explique que le transfert d'un ancien chef de guerre à Kinshasa avait été organisé par la MONUSCO mais que cette dernière n'avait pas averti la presse. Ayant obtenu l'information par d'autres sources, le chef d'antenne de la station de Bunia l'a envoyée à l'aéroport pour y collecter des informations et écrire un article sur le sujet. Mais les responsables de la MONUSCO sur place lui ont demandé de quitter les lieux. Elle explique avoir quitté la piste mais être restée dans l'aéroport pour s'assurer que le transfert a bien eu lieu. Suite à la publication de cet article, son secrétaire de rédaction a reçu un « mail incendiaire » de la MONUSCO expliquant que, pour des raisons de sécurité, il était préférable d'attendre que le prisonnier arrive à Kinshasa pour donner l'information. Par cette anecdote, nous voyons que la MONUSCO entrave le droit de libre accès aux sources des journalistes de la radio (Cornu, 1997; Cornu, 2009; Grevisse, 2016).

---

<sup>52</sup>En ligne : <https://www.radiookapi.net/2017/06/20/actualite/politique/monusco-lucha-et-filimbi-demandent-le-remplacement-de-maman-sidikou>

<sup>53</sup> Nous ne pouvons donner plus de précisions pour des raisons d'anonymat.

Cette même répondante nous a expliqué que c'est quand elle est devenue secrétaire de rédaction qu'elle a le plus senti « l'ingérence de la MONUSCO » dans son travail. Elle devait envoyer au chef du bureau de la MONUSCO à Bunia, à la fin de chaque journée, un résumé de toutes les informations passées sur la station. A un moment donné, elle explique que le chef de bureau a commencé à émettre des critiques et lui donner des directives sur ce qui devait se faire. Elle en parlera au rédacteur en chef principal de Radio Okapi qui lui affirmera que les chefs de bureau de la MONUSCO ne sont pas journalistes et par conséquent, « le chef de bureau n'a pas à vous dire quoi faire. Ça doit venir de nous », ce qui nous renvoie à la Déclaration de Munich qui commande au journaliste de « n'accepter de directives rédactionnelles que de la part des responsables de la rédaction » (Cornu, 1997, p. 35; 2009; Grevisse, 2016).

Au-delà de cet aspect, il faut noter que les journalistes subissent les inconvénients de la bureaucratie onusienne qu'ils qualifient de « grosse, lourde, et parfois très inefficace ». Ils ne peuvent plus se déplacer facilement. L'un d'eux nous a expliqué que même quand il se passe quelque chose à Brazzaville, ils ne peuvent y aller sur le champ et avoir les premières images. Pour avoir des fonds de voyage de la MONUSCO, il faut introduire la demande au moins cinq jours avant la date de départ. Et il n'y a aucune garantie que la demande sera approuvée ; tout dépend du budget alloué par la MONUSCO à la radio, budget qui a diminué de 8% en 2017 (Bakolokongo, 2017; Said, 2017). Ils perdent alors l'exclusivité de certaines informations au profit des autres médias congolais. Ils ne couvrent plus grand-chose à l'extérieur du pays. L'alternative à ce problème sont les entrevues téléphoniques. Mais on ne peut avoir les mêmes résultats.

En somme, les journalistes de Radio Okapi subissent une « pesanteur institutionnelle » qui les empêchent de bien faire leur travail.

Il est cependant important de noter que certains ont affirmé ne pas ressentir la pression de la MONUSCO. C'est le cas d'un membre de l'équipe de *Dialogue entre Congolais*. Pour lui, la radio a sa ligne éditoriale qu'elle respecte malgré les pressions de la MONUSCO. Il ajoute que la MONUSCO leur demande juste de « rester dans les principes » du journalisme et ne leur impose rien malgré la pression qu'elle reçoit de la part des hommes politiques. Du côté de *Parole aux auditeurs*, on affirme que la MONUSCO demande juste à l'équipe de veiller à l'équilibre dans le choix des invités dépendamment des sujets et des partis politiques, et de s'assurer ces derniers ne tombent pas dans la diffamation à l'antenne.

Un cadre de la radio a affirmé de son côté se sentir indépendant « mais il y a quand même des barrières ».

La MONUSCO « nous demande juste de ne pas tomber dans ce que nous appelons diffamation, délit de presse. Nous devons au max éviter le délit de presse Nous sommes une presse libre et démocratique mais tout en respectant les lois, l'éthique et la déontologie, en restant professionnels. C'est ce que la MONUSCO nous demande. ». En outre, il est aussi ressorti que les nouvelles en lien avec les Nations Unies n'ont pas la priorité sur les autres. Radio Okapi n'est pas obligé de couvrir toutes les actions de la MONUSCO, elle choisit ses nouvelles par priorité.

#### **4.4 Que devient Radio Okapi ?**

Radio Okapi n'a plus le même succès qu'avant. Pour un de nos répondants, les nouveaux journalistes ne font pas leur travail avec le même zèle que ceux qui étaient là pendant les premières années de la radio. Selon lui, « il faut expliquer l'historique d'une entreprise aux nouveaux ». Ni la

Fondation ni la MONUSCO n'incluent cet historique dans la formation des nouveaux. Ces derniers ne comprennent pas alors les origines de la radio, de ses combats.

En outre, la concurrence s'est fait sentir au fil du temps. Quand Radio Okapi est arrivé en 2002, elle était la seule radio à couvrir tout le pays et la seule à avoir une liberté de ton. Avec le temps et l'accès simplifié aux nouvelles technologies, elle a désormais des concurrents dont le principal est Top Congo qui est considérée par la plupart de nos répondants comme une « excellente radio » qui fait du bon travail, tandis que les autres émettent des réserves sur ses sources de financement. Cette radio a calqué sur le modèle de Radio Okapi en créant des émissions semblables à *Parole aux auditeurs* entre autres. Elle ne diffuse pas sur l'ensemble du territoire mais atteint quand même une grande audience juste à Kinshasa, la capitale et ville la plus peuplée du pays avec une population d'environ 12 000 000 d'habitants.

Un autre facteur pouvant expliquer la baisse de l'audience de Radio Okapi touche le domaine automobile. On nous a expliqué que de nouvelles voitures venant de Dubaï ont gagné le marché automobile congolais depuis 2012–2013 grâce à leur prix bon marché. Et la bande fm de ces voitures ne va pas au-delà de 100MHz alors que celle de Radio Okapi est de 103.5MHz à Kinshasa, et 105.2MHz à Goma. Les conducteurs écoutent alors Top Congo dont la fréquence est de 88.4MHz.

En ce qui concerne l'avenir de la MONUSCO, beaucoup pensent qu'elle ne restera pas en RDC plus de deux ans encore. Selon nos répondants, tout devait « se jouer avec les élections de décembre » 2018. « Si les élections se déroulent normalement, la MONUSCO n'a plus de raison de rester. Elle aura tout au plus une année pour plier bagage ». Ces élections se sont déroulées sans crise post-électorale même si les résultats ont été contestés<sup>54</sup>. Alors, que ce soit dans un avenir proche ou

---

<sup>54</sup>En ligne : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1145889/rdc-resultats-provisoires-election-presidentielle-commission-electorale>

lointain, la MONUSCO quittera le pays même si les relations avec le nouveau président, Félix Tshisekedi, semblent meilleures que celles de son prédécesseur. En outre, durant sa visite en RDC en septembre 2019, le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, a affirmé que « les Nations Unies n’abandonneront pas le peuple congolais » et que « le Conseil de sécurité décidera de quelques ajustements qui puissent améliorer la MONUSCO et sa coopération avec le gouvernement congolais »<sup>55</sup>.

Cependant, la MONUSCO subit les coupes budgétaires (Bakolokongo, 2017; Afrique Actu, 2019) dus à la baisse du financement de l’ONU par le gouvernement Trump. Cette coupure de 8% en 2017, environ 92 milliards de dollars, (Bakolokongo, 2017; Said, 2017) a accéléré la réduction des effectifs<sup>56</sup>, qui d’après nos répondants se fait de plus en plus sentir depuis 2016, et une perte de sa logistique, au détriment des journalistes de Radio Okapi.

Grâce à la logistique fourni par l’ONU, Radio Okapi couvrait l’ensemble du pays. Les journalistes disposent encore de quelques véhicules UN pour leur déplacement même si les coupes budgétaires ont causé une réduction du nombre de véhicules, ce qui a un impact sur leur facilité de transport. Ces coupures ont aussi causé la fermeture des bureaux de Radio Okapi des provinces où la MONUSCO s’est retirée. Les antennes de Lumumbashi et Kisangani ont été fermées (Afrique Actu, 2019). Mais en 2017, à la suite de rumeurs concernant la fermeture de Radio Okapi en lien avec des coupures de poste, la porte-parole de la MONUSCO, Fabienne Pompey avait tenu à rappeler que la MONUSCO n’allait pas rester indéfiniment en RDC. Elle ajoutera que « nous souhaitons que, sous une forme ou une autre, l’aventure de Radio Okapi, un outil fantastique, animé par de grands

---

<sup>55</sup>En ligne : <https://information.tv5monde.com/afrique/rdc-les-nations-unies-n-abandonneront-pas-le-peuple-congolais-guterres-31912>

<sup>56</sup> Selon nos sources, le contrat de 336 Congolais n’aurait pas été renouvelé en 2017 au niveau de la radio, dont 47 employés de Radio Okapi.

journalistes, de grands professionnels, continue son rôle d'information neutre et équilibrée » (Bakolokongo, 2017).

Le destin de la radio étant lié à celui de la MONUSCO, la question de l'avenir de la radio se pose alors depuis 2017 (Bakolokongo, 2017; Said, 2017). Même les journalistes de Radio Okapi s'attendent à ce départ, ou à voir leur contrat ne pas être renouvelé comme cela arrive souvent depuis 2017 avec les coupures budgétaires (Bakolokongo, 2017). Leur crainte s'est avérée fondée vu que le nombre d'employé est passé de 187 à 120 entre octobre 2018 et septembre 2019, avec le non-renouvellement du contrat d'une soixantaine d'employés en juin 2019. Cette situation affecte leur travail par une baisse de leur motivation. Ils ne donnent plus leur maximum, ce qui impacte la qualité de leur travail. Certains de nos répondants ont déjà quitté, ou prévoient le faire, pour de nouvelles opportunités. La crainte de l'équipe de Radio Okapi s'est avérée fondée selon les répondants avec qui nous avons gardé contact. D'après eux, la MONUSCO a entamé une nouvelle phase de réduction de ses effectifs en avril 2019 et cela affecte le personnel de Radio Okapi.

La Fondation Hirondelle a été la première à penser, en 2004, au futur de la radio après le départ éventuel de la MONUSCO. Des études ont été commandées par la Fondation Hirondelle, et la MONUSCO. Mais les journalistes accusent cette dernière de ne pas faire de l'avenir de la radio une priorité même si la Division de la Communication stratégique et de l'Information publique affirme le contraire. Sur le site de la radio, il est indiqué que « dès le départ, la radio est conçue pour durer, c'est-à-dire exister après le départ de la MONUC afin de continuer à donner à la population congolaise une information de la plus haute qualité »<sup>57</sup> (Radio Okapi, 2014).

---

<sup>57</sup> Mais cette page n'a pas été mise à jour depuis 2015.

De son côté, la Fondation mettra en place un système de pérennisation en nommant des Congolais à des postes de responsabilité. Les nationaux pouvaient donc devenir des cadres intermédiaires de la radio. C'est ainsi que certains de nos répondants ont obtenu des postes d'adjoint au responsable des programmes, à la technique, etc. Mais à cette étape, on pense que la logique voudrait qu'on arrive à un directeur congolais. Cela ne s'est pas encore fait. Force est d'admettre cependant qu'avoir un directeur congolais ne peut garantir la pérennité de la radio.

Le plus important du débat sur l'avenir de la radio concerne le financement, les salaires et la logistique. Nos répondants se sont entendus sur le fait qu'au Congo, aucune structure hormis les agences de l'ONU n'a les moyens de maintenir le niveau salarial et budgétaire de l'ONU. En Côte d'Ivoire par exemple, ONUCI fm a été reprise par la Fondation Houphouët-Boigny en 2017 sous le nom de La Radio de la Paix (ONUICI, 2017) et les salaires y ont été « dégraissés légèrement » selon nos sources, ce qui a fait grincer des dents comme ce fut aussi le cas en Sierra Leone avec Radio MINUSIL. Sa direction a pu retenir une bonne partie des journalistes grâce à cela. Star Radio est maintenant gérée par un conseil d'administration entièrement libérien (Damome, 2018). Au Kosovo, la Blue Sky Radio est remise à la Radio Télévision du Kosovo. En Centrafrique, Radio MINUSCA est cédée à la Fondation Hironnelle et devient Radio Ndeke Luka en 2000 (Damome, 2018). Selon nos sources, le matériel et une partie du personnel seront conservés. Seule la ligne éditoriale sera redéfinie.

Certains journalistes sont quand même prêts à rester, mais « ça dépendra de qui va prendre la radio par la suite » car ils ne veulent pas travailler avec des gens qui ne respecteront pas les principes du journalisme. La MONUSCO aurait contacté la Fondation Hironnelle pour voir s'il serait possible qu'elle reprenne la radio. L'un d'eux souligne cependant que le départ de la MONUSCO marquera la « fin du mandat de Radio Okapi sous son format actuel », le mandat de l'un étant lié à celui de

l'autre. Les plus pessimistes soutiennent de leur côté que « quand les Nations Unies vont partir, ce sera la fin de la radio ».

## **5. Discussion des résultats**

Bourdieu (in Martin, 2004, p. 146) affirme que « pour comprendre les actions d'un journaliste, il faut d'abord être conscient de la position de son entreprise à l'intérieur du champ en question et de la position du journaliste dans cette même entreprise de presse », ce qui donne à cette étude sur Radio Okapi tout son sens.

Nos hypothèses de départ étaient que vu les avantages financiers et sociaux dont disposent les journalistes de Radio Okapi, ils seraient enclins à procéder à une autocensure, c'est-à-dire à ne pas publier certaines nouvelles pour ne pas perdre les avantages de leur poste d'agent des Nations Unies.

A la fin de ce travail, nous pouvons dire que les journalistes de Radio Okapi ne sont pas vraiment autonomes dans l'exercice de leurs fonctions. Comme nous l'avons vu, Radio Okapi appartient aux journalismes de paix et de chien de garde. Ses journalistes aimeraient avoir plus de latitude pour mieux assurer ce double rôle. Mais comme l'a affirmé l'un d'eux, « il faut que le journaliste ne soit pas sous l'emprise de son employeur parce qu'autrement, tout va être biaisé ».

Conformément aux idées de Champagne (1995, p. 216), nous pouvons dire que les journalistes de Radio Okapi sont dans une « position ambiguë ». Ils sont pris entre leur idéal journalistique et les réalités auxquelles ils sont confrontés en tant qu'agents des Nations Unies. Il leur est difficile d'assurer leur rôle de journaliste de paix et de chien de garde tout en respectant les prérogatives de la MONUSCO même s'il ne s'agit pas vraiment de journalisme d'entreprise (Saint-Georges, 1993) car ils ne publient pas que des nouvelles positives sur la mission de paix.

Nous ne pensons pas que leur rôle de journaliste de paix soit réellement menacé par la présence de la MONUSCO, ce type de journalisme demandant juste un traitement équitable de l'information et des programmes permettant une pacification par le bas (Lefranc, 2008) comme le font certaines émissions de Radio Okapi.

Par contre, le rôle de chien de garde, qui permet une critique et une surveillance des dirigeants et de la chose publique en général (Frère, 2015 ; Bernier, 2006 ; Perret, 2007), est difficile à remplir pour les journalistes de Radio Okapi. Comme il est ressorti lors de nos entrevues, la population, ainsi que le gouvernement, voit Radio Okapi comme un porte-parole de la MONUSCO. Une critique émise par Radio Okapi est ainsi assimilée par l'opinion de la mission de paix. Et cette dernière évite à tout prix les conflits diplomatiques avec le gouvernement congolais.

C'est là qu'intervient la théorie de l'économie politique des médias. Radio Okapi subit les contraintes du monde politique (Champagne, 1995 ; Hermann, 1998 ; Grevisse, 1998, Bernier, 2006), ici les autorités congolaises, par MONUSCO interposée qui représente la structure de propriété et de contrôle (Derville, 1999). En conséquence, les journalistes sont déçus de ne pas pouvoir assurer normalement leur rôle de journalistes de chien de garde a été ressenti au cours des entrevues, même si la fierté de travailler pour Radio Okapi demeure. Ce fait nous renvoie aux idées de Bernier (2006) qui affirme que les contraintes qu'imposent les propriétaires de médias peuvent frustrer leurs employés.

Au départ, nous n'avions pas prévu de tant parler de la Fondation Hironnelle, voulant nous focaliser sur l'autonomie de Radio Okapi. Vu que son départ n'était pas mentionné sur le site de la radio, nous ignorions qu'elle s'était retirée du projet. En apprenant son départ, il était alors intéressant de voir ce que cela avait causé comme changements au sein de la radio. Après les entrevues, force est

de constater que sa présence était liée à l'autonomie de la radio, ce qui explique pourquoi cet aspect est souvent ressorti dans nos entrevues.

Le départ de la Fondation a permis à la MONUSCO d'avoir une plus grande ingérence sur la radio. Avec les accusations du gouvernement Kabila et sa pression pour que la MONUSCO s'en aille, les journalistes trouvent qu'il leur est difficile de faire un travail objectif. La production journalistique étant « commandée par les conditions sociales, en particulier politiques et économiques » (Champagne, 1995, p. 218), la MONUSCO, et indirectement le gouvernement congolais, constitue un frein à leur autonomie, et par ricochet à l'objectivité de leur travail, alors que celle-ci est considérée comme le pilier du journalisme (Martin, 2004). Radio Okapi continue de diffuser des informations factuelles, mais évite certains sujets. Et le fait qu'un cadre de la radio leur rappelle qu'ils sont « des journalistes de la MONUSCO » lors du débat sur la pertinence d'un reportage de la gestion du matériel électoral par l'armée a été pour nous la réponse que nous étions venus chercher à Kinshasa.

La lourdeur administrative de la MONUSCO n'aide en rien son autonomie car elle retarde les journalistes dans leurs déplacements pour la couverture de certains événements. En outre, « l'image de la MONUSCO même en soi constitue une barrière » à leur travail étant donné que les Congolais et leur gouvernement ont du mal à distancier les deux. Même un journaliste d'un autre média nous a affirmé comprendre la « pesanteur institutionnelle » que les journalistes de Radio Okapi peuvent subir.

En plus de cette lourdeur administrative, l'organigramme de la MONUSCO pose problème. Comme mentionné, Radio Okapi est une sous-section de la Division de la Communication stratégique et de l'information publique de la MONUSCO. Il est alors normal de se demander comment une radio peut-elle être une sous-section d'une division de communication. Ne serait-il pas mieux que Radio

Okapi soit une division à part de la MONUSCO afin d'éviter la confusion entre communication et journalisme ?

Mais ces failles n'effacent en rien le rôle joué par cette radio dans la réunification et le maintien de la paix en RDC. Il est souvent ressorti des entrevues qu'en raison de la réussite de Radio Okapi, les Nations Unies ont copié ce modèle dans certains de leurs médias dont ONUCI fm en Côte d'Ivoire et MINUSTAH fm en Haïti où ont travaillé des anciens de Radio Okapi dont certains de nos répondants.

Ce travail nous a aussi permis de faire ressortir le fait que les Nations Unies devraient revoir leurs accords s'ils veulent avoir des radios généralistes. Ce problème pourrait être dû à sa lourde bureaucratie, sujet qui est souvent ressorti lors de nos entrevues. Pour nos répondants, il est même important de régler ce problème. Dans les accords, il est toujours dit que ses radios ont pour objectif de couvrir les activités de l'ONU. Ne pas respecter cette clause peut alors créer des problèmes entre les gouvernements qui ne veulent pas que l'on s'immisce dans leurs affaires, et les missions de paix comme c'est le cas pour Radio Okapi.

Malgré ses lacunes dans le secteur des médias, la MONUSCO aide les journalistes congolais grâce à des formations qu'elle offre soit par le biais de ses agents de la Direction de la Communication stratégique et de l'Information publique, soit par l'entremise d'un des organes des Nations Unies présents en RDC. En 2018, elle a offert plusieurs formations à des journalistes de la capitale et des autres régions concernant leurs droits et leurs responsabilités (Oussou, 2018), le journalisme de crise (Sumaili, 2018) et le journalisme en période électorale (Karema, 2018).

## **Conclusion**

« Les fautes liées au manque d'indépendance de la presse sont le plus souvent situées dans un contexte de pressions émanant du monde économique ... et, à sa suite, du monde politique » (Grevisse, 2016, p. 35). Il est alors raisonnable de douter d'un média et de sa volonté de servir l'intérêt public quand il est lié à un pouvoir économique et/ou politique (Bernier, 2004) comme l'est Radio Okapi.

Considérant les résultats de notre enquête, il est permis de suggérer que les journalistes de Radio Okapi aimeraient servir entièrement l'intérêt public, mais la contrainte économique et politique de la MONUSCO les empêche de mener à bien leur objectif afin de protéger ses intérêts, surtout « quand le traitement nuit aux relations entre le gouvernement et la Mission ». La MONUSCO en tant qu'organe de l'ONU, en plus des pressions diplomatiques, constitue un frein à l'autonomie de Radio Okapi, ce qui empêche par moments les journalistes de la radio de remplir leur rôle de journaliste de chien de garde. Le rôle de journaliste de paix n'est pas vraiment menacé par contre.

Cette thèse de maîtrise nous permet d'en savoir plus sur les médias de l'ONU et leurs conditions de travail vu le manque de documentations à leur sujet. Mais nous ne pouvons étendre nos résultats aux autres médias onusiens vu les réalités différentes des pays où les missions de paix de l'ONU sont encore présentes.

Le premier obstacle que nous avons rencontré est le manque de documentations en ce qui a trait aux médias des Nations-Unies. Il existe très peu d'articles scientifiques sur eux. Nous avons pu cependant trouver quelques informations sur le site des Nations Unies et de la Fondation Hirondelle entre autres, en plus des coupures de presse.

Vu la nature de notre sujet, la crainte de ne pas être reçue par Radio Okapi et la MONUSCO était présente. Sur place, nous avons été surprise de l'ouverture de nos répondants et de leurs réponses, car nous nous demandions aussi s'ils ne seraient pas enclins à donner des réponses favorables à la MONUSCO, et à l'ONU par extension. Nous fûmes surprise de constater le contraire. Les journalistes ont tenu à parler des avantages et des inconvénients, de ce qui marchait et de ce qui n'allait pas. Certains rencontrés après la réunion où on leur a rappelé qu'ils étaient des « journalistes de la MONUSCO » avaient même l'air contents que nous ayons assisté à cela.

Quoiqu'il en soit, nos résultats nous ont permis, en lien avec notre question de recherche, de conclure que la MONUSCO influence l'autonomie de ses journalistes de façon directe par des demandes spéciales, et de façon indirecte par les contraintes de la diplomatie.

Ces lacunes n'enlèvent en rien l'importance de ces radios. Radio Okapi et Star Radio du Libéria sont considérées comme faisant partie des meilleurs médias africains, car même si les expériences et les bilans des radios onusiennes sont variables selon le contexte, leur bilan est globalement positif (Damome, 2018).

La Fondation Hironnelle est encore présente au Congo avec le studio Hironnelle<sup>58</sup> qui produit des reportages pour enrichir les grilles d'une centaine de radios partenaires, ce qui renvoie à l'article de Marie Fierens (2018) qui nous parlait des ONG produisant du contenu pour des médias congolais. Ces émissions sont sur les droits de la personne, l'environnement et la gouvernance, avec comme cible les femmes et la jeunesse.

---

<sup>58</sup> En ligne : <https://www.studiohirondellerdc.org/>

Radio Okapi, qui a contribué à unifier le pays par ses ondes, a inspiré plusieurs médias congolais de par la qualité et la rigueur de son travail. Si Radio Okapi n'est plus là, d'autres médias pourront continuer à faire exister l'expression démocratique. Elle a tracé la voie et laisse un bel héritage à la sphère médiatique congolaise. Elle laisse en héritage des journalistes ayant une formation et une expérience solide, en plus des radios comme Top Congo pour qui, selon nos répondants, Radio Okapi est un « un modèle à suivre ».

Le fait que Radio Okapi soit la première radio généraliste des Nations Unies est un défi à relever pour les journalistes, mais aussi pour les représentants spéciaux et autres agents habitués à ce que les médias de l'ONU soient au service de ce dernier. Pourquoi ne pas proposer des formations sur les médias onusiens aux agents des missions de paix ? Cela permettrait de faire comprendre le rôle de ces médias et de fixer le mandat de chacun. Cette question pourrait faire l'objet d'une étude future en prolongement à celle-ci.

## Bibliographie

- Afrique Actu. (2019, mars 13). *RDC - Les Nations Unies se retirent de Radio Okapi*. Récupéré sur <https://www.afriqueactu.radio/les-actus/c/0/i/31586261/rdc-les-nations-unies-se-retirent-de-radio-okapi>
- Bakolokongo. (2017, Août 31). <http://www.bakolokongo.com/la-monusco-dement-les-rumeurs-sur-la-fermeture-de-radio-okapi/>. Récupéré sur La Monusco dément les rumeurs sur «la fermeture de Radio Okapi»
- Bernier, M.-F. (1998). L'autorégulation pragmatique du journalisme en Amérique du Nord. *Recherches en communication*, N. 9, 47-71.
- Bernier, M.-F. (2004). *Ethique et déontologie du journalisme*. Québec: Les Presses de l'Université Laval.
- Bernier, M.-F. (2006). L'idéal journalistique : comment les prescripteurs définissent le "bon" message journalistique. *Les Cahiers du Journalisme*, N. 16, 8-45.
- Bernier, M.-F. (2008). *Journalistes au pays de la convergence: Sérénité, malaise et détresse dans la profession*. Québec: Presses de l'Université Laval.
- Bertrand, C.-J. (1997). *La déontologie des médias*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Betz, M. (2004). Radio as peacebuilder : A case of study of Radio Okapi in the Democratic Republic of Congo. *The Great Lakes Research Journal*, vol. 1, N. 1, 38-50.
- Bindu, K. K., & Balemirwe, V. I. (2012). Les Nations Unies et la consolidation d'un Etat de droit démocratique en République Démocratique du Congo. *Belo Horizonte*, vol. 7, N. 1, 111-154.
- Bonneville, L., Grosjean, S., & Lagacé, M. (2007). *Introduction aux méthodes de recherche en communication*. Montréal: Gaëtan Morin.
- Bourdieu, P. (1994). L'emprise du journalisme. *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 101 - 102, 3-9.
- Champagne, P. (1995). La double dépendance. Quelques remarques sur les rapports entre les champs politique, économique et journalistique. *Hermès*, N. 17-18, 215-229.
- Cornu, D. (1997). *Ethique de l'information*. Paris: Presses universitaires de France.

- Cornu, D. (2009). *Journalisme et vérité : l'éthique de l'information au défi du changement médiatique*. Genève: Labor et Fides.
- Cornu, D. (2013). Journalisme en ligne et éthique participative. *Revue internationale d'éthique sociétale et gouvernementale*, vol. 15, N. 1.
- Damome, E. (2018). Communication publique pour la paix : pratiques et discours. Exemple de la radio en Afrique subsaharienne. Dans A. F. Bakti, P. Giguère, & Y. Théorêt, *Journalisme pour la paix et résolution de conflit dans les médias I* (pp. 197-228). Paris: Les éditions de l'immatériel.
- Derville, G. (1999). Le journalisme et ses contraintes. *Les Cahiers du Journalisme*, N. 6, 152-177.
- Etter, J.-M. (2005, aout). Des médias pour la paix - "Ici Radio-Conflits". (S. Desjardins, Intervieweur)
- Fiancette, C., Jabkhiro, J., & Gerth-Niculescu, M. (2016, juillet 31). *Bolloré utilise-t-il les poursuites judiciaires pour faire taire les journalistes ?* Récupéré sur Les Inrocks: <http://www.lesinrocks.com/2016/07/31/actualite/bollore-utilise-t-harcelement-judiciaire-faire-taire-journalistes-11856379/>
- Fierens, M. (2018). Humanitaires et journalistes à l'Est de la République démocratique du Congo : une nécessaire communication. *Fonds Croix-Rouge français, Les Papiers du Fonds*, N. 16, 1-30.
- Fondation Hironnelle. (2018). *Radio Okapi - République démocratique du Congo*. Récupéré sur Fondation Hironnelle: <https://www.hironnelle.org/fr/republique-democratique-du-congo>
- Frère, M.-S. (2005). *Afrique centrale. Médias et conflits. Vecteurs de guerre ou acteurs de paix*. Bruxelles: Editions GRIP.
- Frère, M.-S. (2005). République démocratique du Congo : les médias en transition. *Politique africaine*, vol. 1, N. 97, 49-65.
- Frère, M.-S. (2009). *Elections et médias en Afrique centrale. Voie des urnes, voix de la paix ?* Paris: Karthala - Institut Panos Paris.
- Frère, M.-S. (2011). Pas d'élections démocratiques sans médias libres et pluralistes. *Afrique contemporaine*, vol. 4, N. 240, 152-155.
- Frère, M.-S. (2015). Les médias, "chiens de garde" des élections au Burundi et en RDC? Une critique de l'assistance internationale aux médias. *Afrique contemporaine*, vol. 4, N. 256, 119-138.
- Ganz, P. (2018). *Chroniques de déontologie*. Paris: Riveneuve / UPF.

- Grawitz, M. (1993). *Méthodes des sciences sociales, 9e édition*. Paris: Dalloz.
- Grevisse, B. (1998). Autorégulation ou déontologie? Les conditions d'un débat sur les pratiques journalistiques. *Recherches en communication, N. 9*, 7-24.
- Grevisse, B. (2016). *Déontologie du journalisme : enjeux éthiques et identités professionnelles. 2e édition*. Louvain-la-Neuve: DeBoeck supérieur.
- Guibert, J., & Jumel, G. (1997). *Méthodologie des pratiques de terrain en sciences humaines et sociales*. Paris: Armand Colin.
- Guyot, P. (Réalisateur). (2006). *Radio Okapi, radio de la vie* [Film].
- Herman, E. S. (1988). *Manufacturing consent*. New York: Pantheon Books.
- Howard, R. (2003). Pour un journalisme sensible aux conflits. *IMPACS - International Media Support*, 1-28.
- Howard, R. (2005). Les médias et les élections. Un manuel de reportage sur les élections. *IMPACS*, 1-32.
- Karema, G. (2018, février). La MONUSCO renforce les capacités des journalistes dans la couverture du processus électoral. *Echos de la MONUSCO*, p. 11.
- Koko, S. (2011). MONUC and the quest for peace in the Democratic Republic of Congo : assessment of a peacekeeping mission. *African Security Review, vol. 20, N. 2*, 29-41.
- Laliberté, A. (2012). *Le journalisme entre guerre et paix au Rwanda*. Québec: Les Presses de l'Université Laval.
- Le Temps. (2002, janvier 15). *Pour lancer Radio Okapi au Congo, la Fondation Hironnelle s'associe à l'ONU*. Récupéré sur <https://www.letemps.ch/no-section/lancer-radio-okapi-congo-fondation-hironnelle-sassocie-lonu>
- Lefranc, S. (2008). Du droit à la paix. La circulation des techniques internationales de pacification par le bas. *Actes de la recherche en sciences sociales, N. 147*, 48-67.
- L'Obs. (2008, septembre 02). *Qui possède quoi?* Récupéré sur <https://tempsreel.nouvelobs.com/medias/medias-pouvoirs/20070124.OBS8585/qui-possede-quoi.html>

- Maertens De Noordhout, F. (2013). Violences sexuelles en République démocratique du Congo : "Mais que fait la police?". Un état de non-droit à la recherche d'un système normatif. Le cas d'EUPOL RD Congo. *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, vol. 71, 213-241.
- Martin, S. (2004). Vérité et objectivité journalistique : même contestation? *Les Cahiers du journalisme*, N. 13, 144-163.
- Miège, B. (2004). L'économie politique de la communication. *Hermès*, N. 38, 46-54.
- Minkala-Ntadi, P. (2012). La presse congolaise dans la tourmente politique : l'illustration d'une tension entre liberté d'expression et responsabilité sociale. *Quaderni*, N. 77, 113-120.
- Minkala-Ntadi, P. (2013). L'appropriation professionnelle d'Internet dans la presse congolaise. *Les Enjeux de l'information et de la communication*, N. 1, 5-18.
- Minkala-Ntadi, P. (2014). Critique sociale et autocensure dans la presse congolaise. *Composite*, vol. 17, N. 2, 51-75.
- MOE-UE. (2011, décembre 01). *Une forte mobilisation de l'électorat dans un processus insuffisamment maîtrisé*. Union européenne. Récupéré sur Rapport préliminaire: [www.](http://www.)
- Musampa, E. K. (2010). Cognition et métaphores dans le radiojournal en Kiswahili. Cas de Radio Okapi. *Journal of Language, Technology & Entrepreneurship in Africa*, vol. 2, N. 2, 91-116.
- Myers, M. (2010). Why radio matters. Making the case of radio as medium for development. *Developing radio partners*, 1-7.
- Nkot, F., & Moumouni, C. (2004). De la tentation positivisme au déterminisme constructiviste de la pratique journalistique : les faits sont-ils sacrés? *Les cahiers du journalisme*, N. 13, 12-23.
- ONUCL. (2017, février 22). *Onuci fm devient La Radio de la Paix*. Récupéré sur <https://onuci.unmissions.org/onuci-fm-devient-la-radio-de-la-paix>
- Oussou, L. S. (2018, juin). Le BCNUDH forme 50 journalistes à Kananga sur leurs droits. *Echos de la MONUSCO*, p. 26.
- Perret, T. (2007). Court-traité de journalisme. *Africultures*, N. 2, 80-86.
- Peter, M. (2019). Peacekeeping : Resilience of an idea. *United Nations peace operations in a changing global order*, 25-44.

- Raboy, M. (1991). L'économie politique des médias et le nouvel espace public de la communication. Dans M. Bauchamp, *Communication publique et société* (pp. 183-212). Boucherville: Gaétan Morin.
- Radio Okapi. (2014, 09 22). *A propos*. Récupéré sur Radio Okapi: <https://www.radiookapi.net/page/propos>
- Ramond, D. (2011). Liberté d'expression : De quoi parle-t-on ? *Raisons politiques*, vol. 4, N. 44, 97-116.
- Renard, Y. (2008). Des médias entre prolifération anarchique, impunité et pauvreté : le défi de la reconstruction du champ médiatique en RDC. *Afrique contemporaine*, N. 3, 135-152.
- Reynaert, J. (2011). MONUC/MONUSCO and civilian protection in the Kivus. *International Peace Information Service*, 1-47.
- RFI. (2018, septembre 26). *A l'ONU, Joseph Kabila dénonce l'ingérence et redemande le départ de la Monusco*. Récupéré sur <http://www.rfi.fr/afrique/20180926-onu-joseph-kabila-denonce-ingerence-redemande-depart-monusco-rdc>
- Said, E. B. (2017, septembre 08). *RDC : départ de la mission onusienne, quel sort pour Okapi, radio de la paix ?* Récupéré sur <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/rdc-d%C3%A9part-de-la-mission-onusienne-quel-sort-pour-okapi-radio-de-la-paix-/904453>
- Saint-Georges, P. d. (1993). Culture d'entreprise, communication interne et. *Communication et organisation*, N. 4, 1-13.
- Samba, M. (2014). Fondements et contenu de l'assistance électorale de la MONUSCO : nécessité de certification internationale du processus. *Librairie africaine d'études juridiques*, N. 1, 309-328.
- Samset, I. (2010). UN peacekeeping in the Congo : when is the job done? *Noref Policy Brief*, N. 6, 1-7.
- Spitéri, G. (2001). De l'indépendance du journalisme. *L'Année sociologique*, vol. 51, N. 2, 287-307.
- Sumaili, D. F. (2018, avril). Cent journalistes formés à mieux traiter l'information et la communication en période de crise. *Echos de la MONUSCO*, p. 18.
- Tétu, J.-F. (2008). Du "public journalism" au "journalisme citoyen". *Questions de communication*, N. 13, 71-88.
- Théroux-Bénoni, L.-A., & Bahi, A. A. (2008). A propos du rôle des médias dans le conflit ivoirien. *Frontières de la citoyenneté et violence politique en Côte d'Ivoire* (pp. 199-217). Dakar: CODESRIA.

- Thibeault, E. N. (2012, février 9). *Après l'âge du cuivre, celui de la fibre optique?* Récupéré sur Adjectif: <http://www.adjectif.net/spip/spip.php?article111>
- Uzima, I. B. (2013). La MONUSCO face aux enjeux politiques du moment. Béni, République Démocratique du Congo.
- White, B. W. (2006). L'incroyable machine d'authenticité : l'animation politique et l'usage public de la culture dans le Zaïre de Mobutu. *Anthropologie et Sociétés*, vol. 30, N. 2, 43-63.
- Yamba, B. (2011). Congo : après les faits, la justice. *La revue nouvelle*, 88-95.

## **Annexe 1 : Questionnaire des journalistes de Radio Okapi**

### A- Questions générales

- 1- Comment se passent vos journées en tant que journalistes à Radio Okapi ?
- 2- Vous considérez- vous comme agents de la MONUSCO ?
- 3- Quelles sont vos relations avec les autres agents de la MONUSCO ?
- 4- Comment Radio Okapi traite-t-il les nouvelles de la MONUSCO. Comment cela se passe-t-il pour vous ?

### B- Autonomie journalistique

- 1- Tous les journalistes rencontrent des limites dans leur travail. Quelles sont les vôtres ?
- 2- Pouvez-vous toujours tout publier ?
- 3- Est-il arrivé qu'un ou des collègues décident de ne pas publier une nouvelle trop sensible ?

### C- Fondation Hironnelle

- 1- Quelles relations entretenez-vous avec le Fondation Hironnelle ?
- 2- Comment la Fondation Hironnelle gérait-elle la radio ? Quelle était sa ligne éditoriale ?
- 3- Est-ce que la ligne éditoriale était respectée ?
- 4- Qu'est-ce qui a changé suite au départ de la Fondation Hironnelle ?
- 5- Savez-vous ce qui a mené au départ de la Fondation Hironnelle ?

## **Annexe 2 : Questionnaire des agents de la Fondation Hironnelle**

- 1- Quel est le mandat de la Fondation Hironnelle ?
- 2- Comment en êtes-vous arrivés à collaborer avec la MONUSCO pour l'ouverture de Radio Okapi au Congo ?
- 3- Vous vous êtes par la suite occupés de sa gestion. Quelle était votre ligne éditoriale ?
- 4- Quels sont les problèmes que vous avez rencontrés ?
- 5- Pouvez-vous nous parler de ce qui a mené à votre départ de Radio Okapi ?
- 6- Savez-vous quels changements ont été apportés suite à votre départ ?